

REVUE SUISSE



La revue des Suisses de l'étranger
Juin 2016

**100 ans de dadaïsme à Zurich:
les anticonformistes du Cabaret Voltaire**

**Sortie du nucléaire différée:
qu'en est-il de l'énergie atomique en Suisse?**

**Tradition humanitaire sous pression:
la Confédération économise sur l'aide au développement**

Dans le cadre de son centenaire, l'Organisation des Suisses de l'étranger s'interroge sur la place de «La Suisse dans le monde»

Et vous, quelle est votre vision de la Suisse dans le monde en 2016?

Participez aux discussions et découvrez le programme du centenaire sur SwissCommunity.org!



SwissCommunity.org
relie les Suisses du monde entier

- > Participez aux discussions de SwissCommunity.org
- > Inscrivez-vous gratuitement et connectez-vous avec le monde entier

SwissCommunity.org est un réseau de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)

SwissCommunity-Partner:

Suisse Tourisme.



Swiss Travel System.



Burggemeinde
Bern



Kanton Bern
Canton de Berne



Engagement
Stadt Bern

Une sortie par étapes

- 5 Courrier des lecteurs
- 6 En profondeur
La sortie du nucléaire – un chantier ouvert
- 10 Politique
Les grandes économies dans l'aide au développement
- 12 Société
Des combattants de l'«État islamique» venus de Suisse
- 14 Culture
Les dadaïstes de 1916
Entretien avec Adrian Notz
- Nouvelles du monde
- 17 L'OSE a 100 ans
Entretien avec son ancien directeur Rudolf Wyder
Portrait d'une Suissesse de l'étranger
- 20 Sport
Les secondos au Championnat d'Europe de football
FIFA: qu'attendre de Gianni Infantino?
- 22 Série littéraire
Germaine de Staël face à Napoléon
- 23 Informations de l'OSE
- 26 news.admin.ch
- 28 Images
Montres artistiques genevoises d'antan
- 30 Lu pour vous
Peter Stamm: «Weit über das Land»
- 30 Écouté pour vous
Simon Spiess Trio: «Stardance»
- 31 Écho



La situation est délicate. En effet, la conseillère fédérale Doris Leuthard avait annoncé il y a cinq ans après la catastrophe de Fukushima la sortie de la Suisse du nucléaire. Une courageuse déclaration relayée dans le monde entier. La Suisse est-elle pionnière en matière d'énergies alternatives? Tel est le cap fixé par la stratégie énergétique 2050, sur laquelle le Parlement se prononcera cet été.

Mais, entre-temps, les choses ont changé. L'effet Fukushima s'est évaporé depuis longtemps, même en Suisse. L'arrêt de la construction de nouvelles centrales nucléaires en Suisse a certes été entériné dans les faits, mais tant qu'elles sont «sûres», les centrales existantes ne seront pas désactivées. En outre, aucune limitation de la durée d'exploitation des cinq centrales nucléaires suisses n'a été fixée.

Si plusieurs éléments augurent un recul partiel de la sortie, une nouvelle évolution va dans le sens inverse: alors que le Parlement a opposé une fin de non-recevoir à la limitation de la durée de fonctionnement, les exploitants ont commencé récemment à renoncer eux-mêmes à l'énergie atomique. Pour la première fois, ils ont affirmé officiellement ce que l'on suppose officieusement depuis longtemps: l'énergie nucléaire suisse n'est pas rentable. En 2019, Mühleberg sera la première centrale suisse à être volontairement fermée pour raisons économiques.

L'article principal de ce numéro offre un état des lieux actuel: que devient Beznau I, la plus ancienne centrale nucléaire du monde? Qui doit assumer financièrement la non-rentabilité des centrales nucléaires? Combien de temps faut-il réellement pour démanteler une centrale?

Malgré la courageuse offensive lancée il y a cinq ans, le chemin vers une Suisse sans énergie nucléaire sera encore long et difficile.

MARKO LEHTINEN, RÉDACTEUR EN CHEF

Couverture: L'écrivain dadaïste Hugo Ball en costume de cubiste en 1916 au Cabaret Voltaire (photo Keystone)

Assurance maladie et accident internationale

- Selon modèle suisse
- Assurance privée à vie
- Libre choix du médecin et de l'hôpital dans le monde entier

En plus:

- Assurance perte de gain internationale
- Caisse de pension internationale

Solutions individuelles pour:

- Suisses de l'étranger
- Expatriés de toute nationalité
- Délégués / Local hire



Contactez nous!

Tel: +41 (0)43 399 89 89

www.asn.ch

ASN, Advisory Services Network AG
Bederstrasse 51
CH-8027 Zürich
info@asn.ch



•••••
SWISSCARE

Assurance
Santé
Internationale
En ligne

www.swisscare.com

+41 26 309 20 40

La Suisse, terre d'accueil des entrepreneurs innovants



Vous avez un projet industriel ou de R&D?



Vous travaillez pour une société en expansion?

Vous connaissez des entrepreneurs visionnaires?



Pensez à la Suisse. Contactez-nous!

Greater Geneva Bern area
+41 (0)21 644 00 90
t.bohn@investinswitzerland.com

www.investinswitzerland.com

UN AN APRÈS LE «CHOC DU FRANC» Les traces laissées par la monnaie forte



Je fais partie de ceux à qui le choc du franc a coûté leur emploi. Mais plutôt que de m'inscrire au chômage, je suis parti à l'étranger où je travaille à présent...

PHILIPP REDERLECHNER, IZMIR, TURQUIE

La Suisse n'est qu'un petit rouage de l'économie mondiale. Il va de soi que la suppression du taux de change fixe par rapport à l'euro a choqué le monde de la finance, mais de nombreux autres facteurs contribuent à la mauvaise situation actuelle de l'économie mondiale, comme l'effondrement des cours des matières premières, le recul des exportations depuis la Chine, etc. Le franc fort me touche à deux égards: d'un côté, la récession a provoqué une forte baisse de la valeur de mes actions, mais d'un autre côté, le franc fort m'assure une rente plus élevée en bahts thaïlandais là où je vis actuellement.

ERNST RÜTIMANN, THAÏLANDE

La faiblesse persistante de l'euro, susceptible d'être aggravée par le Brexit ou un nouveau choc politique ou économique imminent, pourrait maintenir le franc suisse au cours actuel voire à un cours plus élevé pendant des années. La flexibilité de la main-d'œuvre (des journées de travail plus longues pour un salaire identique ou moins de journées de travail pour un salaire réduit) a permis de sauver de nombreux emplois. Je m'inquiète toutefois de l'impact permanent sur l'industrie suisse d'un franc suisse fort à plus long terme, en particulier à un moment où la demande internationale connaît un ralentissement.

CHRISTOPHE WINKLER, ANGLETERRE

CONCERNANT LA VOTATION DU 5 JUIN Des avocats gratuits pour les demandeurs d'asile?

Je souscris totalement à l'idée d'une prise de décision plus rapide concernant les admissions et les rejets. En tant que résidente australienne, je resterais prudente quant à celle d'une représentation juridique gratuite pour les réfugiés. Cela fait des années que cette pratique est d'usage ici. Certains réfugiés ont ainsi passé des mois, voire des années, dans des centres de détention, dans l'espoir de voir se renverser une décision négative. Cette situation génère une grande anxiété et favorise l'apparition de maladies mentales, ainsi que des pratiques d'automutilation. Ce climat est entretenu par les avocats qui agitent la carotte d'une vie idyllique en Australie, alors que ce pays souffre, à l'instar de la plupart des autres, d'un chômage en hausse. Au final, tout le monde est frustré: les réfugiés qui attendent des années en vain et les Australiens, dépeints par les médias comme un peuple indifférent, alors même qu'ils accueillent des milliers de réfugiés chaque année. Les seuls à se réjouir sont les avocats, qui s'enrichissent aux dépens des

contribuables. Je plaide personnellement en faveur d'une procédure plus rapide comprenant une représentation juridique gratuite, et ce, pour un appel seulement au lieu de centaines «ad eternum» et «ad nauseam».

DIANE HOBIGER, AUSTRALIE

Bien sûr, nous devons être prêts à accueillir des réfugiés. Mais lesquels exactement? Comme nous le savons tous par l'expérience de l'Allemagne, ces groupes immenses comportent aussi de nombreuses personnes qui ne sont pas prêtes à s'intégrer. Bon nombre d'entre elles ne sont pas des réfugiés, mais cherchent seulement un avenir meilleur en Occident. Je trouve que la Suisse devrait collaborer avec des organisations comme «Open Door», par exemple, qui connaissent la situation des gens en Syrie. Ces organisations savent qui sont les véritables réfugiés.

DORIS ESCURRIOLA, VALENCE, ESPAGNE

Nous sommes les citoyens repus et satisfaits d'un État-providence, nous vivons dans la sécurité politique et économique et nous avons peur que l'on nous enlève quelque chose qui n'existe pas en réalité. Malheureusement, le sentiment d'humanité et l'amour de son prochain disparaissent parfois complètement. Les réfugiés sont dénigrés comme des réfugiés économiques et on oublie au passage que ces personnes fuient des situations causées en partie par notre propre prospérité. Le droit d'asile est un droit de l'homme et nous y sommes tous tenus. La mise à disposition d'une aide judiciaire gratuite pour les personnes qui n'ont pas les moyens financiers de se payer un avocat est une évidence dans un État de droit. Si seules les personnes suffisamment riches peuvent obtenir justice, nous ne vivons plus dans un État de droit.

KLEMENS GRAF, ALLEMAGNE

LE DERNIER REPOS – SWISS MADE! Le nombre d'enterrements en baisse en Suisse



J'aime beaucoup l'idée qu'une personne devienne un diamant après sa mort! Je préférerais finir en diamant plutôt que d'être mangée par les vers dans l'obscurité du cercueil. Un diamant, c'est très beau, et ça

peut au moins apporter de la joie à ceux que je laisserai derrière moi. Plutôt que «Cendre à la cendre, poussière à la poussière», on pourra dire alors: «Cendre à carbone, et graphite à diamant». Ça sonne plus moderne, non?

KARINA FENNER, ALICE SPRING, AUSTRALIE

MIET-PW, MIET-Camper, MIET-4x4
Ilgauto ag, 8500 Frauenfeld
200 Autos, 40 Modelle, ab Fr. 500.-/MT inkl. 2000Km



Tel. 0041 52 7203060 / www.ilgauto.ch

Sortie du nucléaire: un chantier ouvert

Voilà cinq ans que le Conseil fédéral a annoncé la sortie du nucléaire. Mais les choses traînent en longueur. Aujourd'hui, une date de mise à l'arrêt n'a été fixée que pour l'une des cinq centrales nucléaires que compte la Suisse: le 20 décembre 2019, la centrale nucléaire de Mühleberg, dans le canton de Berne, sera mise à l'arrêt.

SIMON THÖNEN

Après la catastrophe des réacteurs de Fukushima, au Japon, au printemps 2011, le Gouvernement suisse n'a pas tergiversé: presque en même temps que la décision de Berlin de sortir du nucléaire, la ministre suisse de l'Énergie, Doris Leuthard (PDC), autrefois fervente partisane du nucléaire, a annoncé le changement de cap helvétique. Pourtant, alors qu'en Allemagne la plus ancienne centrale nucléaire a été mise à l'arrêt sur-le-champ et qu'un calendrier définitif a été fixé pour les autres, le Conseil fédéral s'est contenté de proposer au Parlement d'interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires. Les centrales nucléaires existantes, elles, pouvaient être maintenues en service «tant qu'elles sont sûres», selon les mots de Doris Leuthard. Cette sortie lente du nucléaire a permis de présenter la «Stratégie énergétique 2050» du Conseil fédéral.

Exit, les centrales nucléaires! Place à l'énergie hydraulique, à l'énergie so-

Les Verts tiennent à leur initiative populaire: «En Suisse, on maintient les anciens réacteurs en service. Mais au vu de l'ancienneté de la centrale nucléaire, le risque d'accident augmente.» (Bastien Girod, conseiller national écologiste)

laire, à l'énergie éolienne et à l'efficacité énergétique. Lors de cette session estivale, le Parlement va désormais régler les derniers points encore en suspens de la stratégie de façon provisoire. Cependant, ni les partis bourgeois, ni la gauche, ni les écologistes ne sont satisfaits du caractère de compromis de la proposi-

tion marquée par le PDC et le PBD. En effet, l'UDC et le PLR ne veulent pas interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires. «De nos jours, construire une nouvelle centrale nucléaire en Suisse serait utopique», concède Albert Rösti, président de l'UDC. Mais cela pourrait changer. Il fonde ses espoirs sur les progrès de la technologie pour rendre les centrales nucléaires plus sûres. Rösti compte sur «les futures centrales nucléaires de la quatrième génération, qui ne pourraient pas irradier d'autres zones en cas d'accident». Même pour le conseiller national PLR Peter Schilliger, la construction de nouvelles centrales nucléaires ne pourra être envisagée que «lorsqu'elles seront plus sûres et plus intéressantes économiquement». Mais d'après lui, il ne faudrait pas déjà les interdire. «C'est une solution trop fermée.»

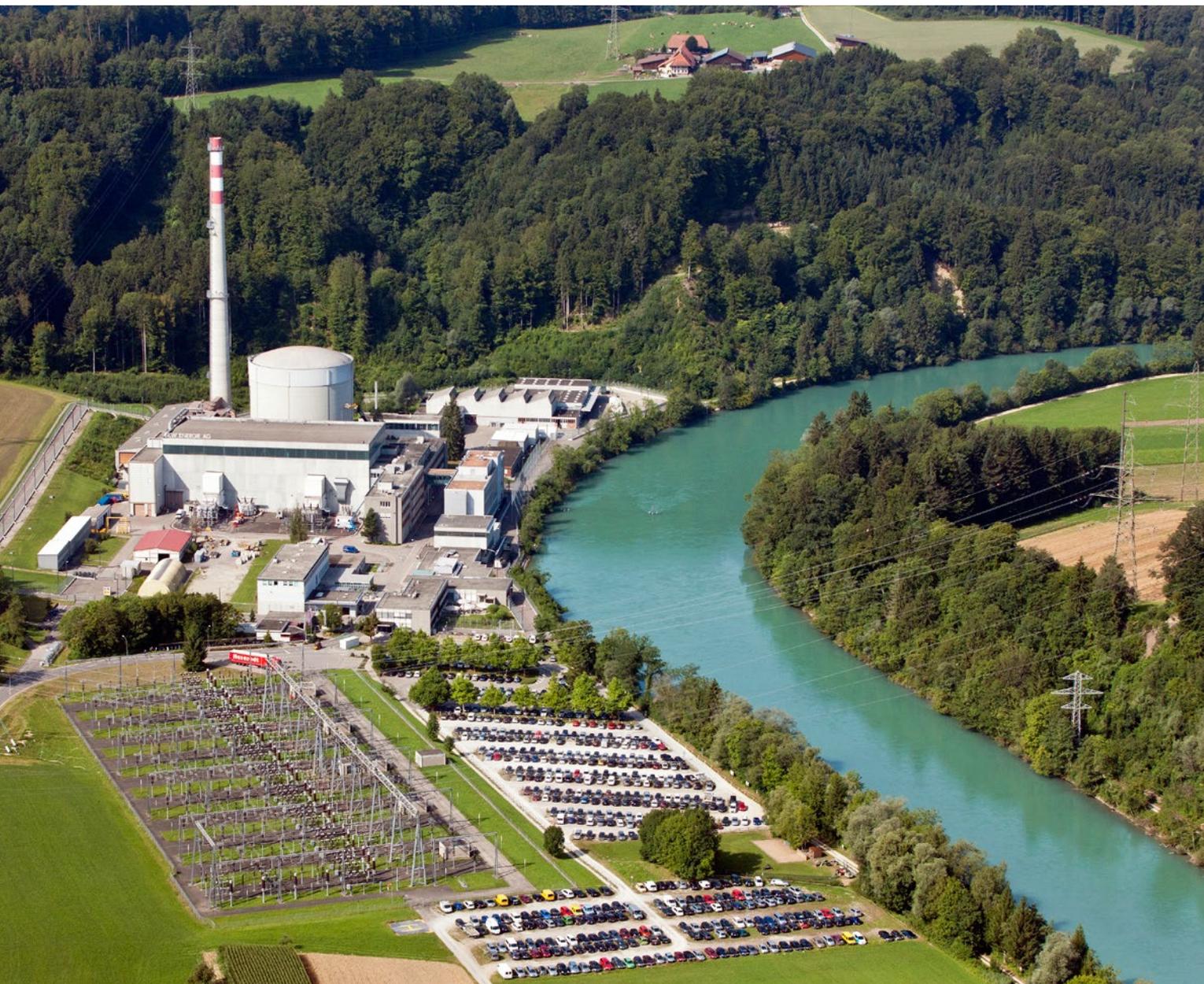
Un référendum cet automne

Depuis les dernières élections, l'UDC et le PLR, ainsi que les petits partis de droite, disposent d'une faible majorité au Conseil national. S'ils s'accordent sur le «non» contre la «Stratégie énergétique 2050» le 17 juin lors du vote final, ils pourraient encore faire échouer la lente sortie du nucléaire. Mais ce scénario serait très peu vraisemblable. Les responsables de la politique énergétique de tous les sites attendent que quelques conseillers nationaux UDC et PLR se décident et que la transition énergétique soit lancée. Pour contrer la décision du Parlement, certes, un référendum peut être lancé et forcer ainsi la votation populaire. Mais les chances de voir le projet de compromis pour



une sortie officielle du nucléaire échouer à l'issue du vote sont faibles.

Les Suisses vont toutefois bel et bien trancher sur la sortie du nucléaire cet automne. Car les Verts tiennent à l'initiative populaire qu'ils ont lancée après Fukushima. Eux aussi sont déçus de la stratégie énergétique officielle, comme le souligne le conseiller national écologiste Bastien Girod, désenchanté: «En Suisse, on maintient les anciens réacteurs en fonctionnement. Mais au vu de l'ancienneté de la centrale nucléaire, le risque d'accident augmente.» L'initiative des Verts s'appuie sur le modèle allemand, qui encourage des échéances fixes. Concrètement, cela impliquerait une sortie du nucléaire dans 45 ans. Ainsi, les trois centrales nucléaires les



plus anciennes que sont Beznau I et II et Mühleberg devraient être mises à l'arrêt en 2017, Gösgen en 2024 et Leibstadt en dernier, en 2029.

Pas d'échéances fixes

D'après le conseiller national PDC Stefan Müller-Altermatt, l'un des architectes de la sortie officielle du nucléaire, la mise à l'arrêt de la centrale nucléaire telle qu'elle est proposée par les Verts interviendrait trop tôt. «Cela voudrait dire que nous serions obligés d'importer de l'énergie nucléaire de France ou de l'électricité issue du charbon d'Allemagne. Je ne crois pas que ce soit ce que souhaitent les Suisses.» Il n'est pas en mesure de répondre par des échéances

précises à la question de savoir quand la dernière centrale nucléaire sera mise à l'arrêt selon la version officielle de sortie du nucléaire. «Dans une trentaine ou quarantaine d'années.» Selon lui, c'est à l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) de décider quand les centrales nucléaires cesseront d'être sûres et devront être mises à l'arrêt.

L'IFSN joue un rôle clé dans la sortie officielle du nucléaire. Au moment de la rédaction de ce numéro, la décision de la remise en service ou non de Beznau I n'était pas encore prise. Avec ses 47 ans de service, c'est la centrale nucléaire la plus ancienne au monde. Elle a été mise à l'arrêt en été 2015 sur ordre de l'IFSN car des «irrégularités» avaient été détectées dans l'acier de la cuve de réacteur.

La centrale nucléaire de Mühleberg n'est pas mise à l'arrêt pour des questions de sécurité mais pour des raisons économiques.

Photos Keystone

Entre-temps, ces dernières ont été analysées. Et l'IFSN décidera vraisemblablement cet été si la centrale nucléaire est suffisamment sûre pour être remise en service. Les organisations de protection de l'environnement reprochent à l'IFSN d'être trop souple vis-à-vis des exploitants des centrales nucléaires. Et pour cause, car au printemps dernier, Hans Warner, directeur de l'IFSN, avait mis en garde sur le fait que l'IFSN «devait s'attendre à ce que les partisans du nucléaire lui mettent la pression, car les exigences en faveur d'une sécurité renforcée mettraient les exploitants dans une situation difficile sur le plan économique».

Des considérations économiques qui ont, en effet, poussé le groupe énergétique BKW à mettre à l'arrêt sa cen-

trale nucléaire de Mühleberg, dans le canton de Berne, le 20 décembre 2019: au vu des prix actuels de l'énergie, les modifications importantes en termes d'équipement imposées par l'IFSN n'étaient pas rentables. Le groupe BKW est le premier exploitant à sortir concrètement et par ses propres moyens du nucléaire (voir le texte en page 9).

Un scénario lobbyiste confidentiel

La première mise à l'arrêt a propulsé un nouveau sujet épineux sur le devant de la scène: le coût élevé des sites contaminés que sont les centrales nucléaires. Dans un document stratégique confidentiel publié par la «Basler Zeitung» et rédigé pour le groupe énergétique Alpiq, un lobbyiste élabore un scénario pour qu'Alpiq puisse s'affranchir de sa participation aux centrales nucléaires



Avec ses 47 ans de service, Beznau I est la centrale nucléaire la plus ancienne au monde.

Photos Keystone

de Gösgen et Leibstadt, et donc des coûts d'exploitation, de démantèlement et d'élimination des déchets nucléaires associés. Le but, d'après le journal: «Ce scénario permettrait aux centrales nucléaires d'être regroupées dans une structure de défaisance et confiées à l'État.» Certes, il s'agissait là seulement du premier projet d'un lobbyiste mandaté. Mais si ses concurrents Axpo et BKW ont immédiatement rejeté le plan, Alpiq n'a pas pris ses distances.

Ce plan confidentiel met en lumière les problèmes du secteur. Un nombre

trop élevé de centrales nucléaires étant en service en Europe, la production d'électricité n'est plus ou plus assez rentable. D'un point de vue économique, maintenir la centrale nucléaire en service n'est donc pas intéressant. Le sujet enflamme également le débat politique. Tout cela profite à l'initiative populaire des Verts. Car jusque-là, l'argument principal à l'encontre de cette initiative était que les exploitants pourraient réclamer des dommages et intérêts si la centrale nucléaire était mise à l'arrêt à la suite d'une décision politique. «À présent, en revanche, les exploitants risqueraient fort de réclamer une compensation devant la justice pour une transaction à perte», estime Bastien Girod. Mais en cas de demande de dommages et intérêts, le montant réclamé devrait demeurer «dans les limites du raisonnable.» L'initiative est le moyen le moins coûteux de sortir du nucléaire; certainement moins coûteux qu'un accord politique avec les exploitants», d'après Bastien Girod.

«Pris en otages depuis le début»

Dans les faits, le plan établi pour Alpiq dans le document stratégique serait un accord politique à grande échelle déterminant les modalités selon lesquelles les exploitants céderaient leurs centrales nucléaires à l'État fédéral et s'affranchiraient ainsi de leurs obligations en matière de démantèlement et de traitement des déchets nucléaires. Contrairement à l'écologiste Bastien Girod, le conseiller national PS Eric Nussbaumer n'est pas fermé à ce genre d'accord. Il part du principe que l'État devra de toute manière supporter une partie des coûts de l'héritage de l'énergie nucléaire. D'après lui, il serait donc préférable que les responsables politiques en négocient les conditions à temps, en fixant les échéances des centrales nucléaires. «Depuis le début, la technologie nucléaire a pris la société en otage», affirme-t-il. «Si on n'avait pas su dès le début que ce serait à la société, et non pas aux exploitants, de payer pour

les déchets nucléaires ou pour les conséquences d'un accident, personne n'aurait construit de centrale nucléaire.»

Mais le conseiller national PLR Peter Schilliger ne partage pas cet avis. Selon lui, cette affaire témoigne d'une «mentalité de management curieuse» consistant, pour Alpiq, à faire payer à l'État ses mauvais investissements. Si Alpiq avait effectivement fait faillite, un nouvel investisseur aurait pu reprendre les centrales nucléaires gratuitement ou à moindre prix. «Ensuite, une exploitation rentable des centrales nucléaires devrait être possible.» Toujours selon lui, dans ce cas-là, les responsables politiques devraient tout au plus s'assurer que les provisions destinées à la mise à l'arrêt et au traitement des déchets ne tombent pas dans la masse en faillite. Le président de l'UDC Albert Rösti s'oppose surtout à une structure de défaisance étatique pour les centrales nucléaires.

Mais au sein de l'UDC, d'autres sons de cloche se font entendre. Ainsi Christoph Blocher, doyen de l'UDC, a-t-il récemment réfléchi à haute voix à des subventions pour les centrales nucléaires. Cela rappelle des souvenirs. En 1988, Christoph Blocher faisait partie des politiciens bourgeois qui avaient enterré le projet de centrale nucléaire de Kaiseraugst: un projet qui avait, à l'époque, déclenché une contestation sans précédent. Bien qu'à l'époque, le projet n'eût aucune chance d'aboutir après l'accident de Tchernobyl, le groupe politique dont faisait partie Christoph Blocher était parvenu à obtenir une indemnisation fédérale pour le renoncement à la centrale nucléaire. «Kaiseraugst était une erreur capitale qui ne doit pas se répéter», affirme le conseiller national PDC Stefan Müller-Altermatt. «Cependant, en fin de compte, le public devra forcément régler la facture laissée par l'énergie nucléaire», constate-t-il également. «Nous allons forcément payer, que ce soit par le biais des prix de l'électricité ou des impôts.»

SIMON THÖNEN EST JOURNALISTE AU «BUND» ET INDÉPENDANT

Mühleberg, la première centrale nucléaire démantelée en Suisse

Au printemps, le groupe BKW a présenté son projet de désaffectation: dans trois ans et demi, en décembre 2019, la centrale nucléaire de Mühleberg sera définitivement mise à l'arrêt le 20 décembre 2019. C'est une première, puisque c'est la première fois qu'une centrale nucléaire est démantelée en Suisse. Jusqu'ici, le pays n'avait connu que des destructions de réacteurs de recherche.

Pour cette première désaffectation de centrale nucléaire en Suisse, le groupe BKW va s'appuyer sur l'expérience des Allemands. Après la réunification, déjà, la centrale nucléaire de l'ancienne RDA avait été mise à l'arrêt. Après Fukushima, une deuxième vague de désaffectations de centrales nucléaires avait suivi. En matière de désaffectation de centrale nucléaire, l'Allemagne a payé cher le prix de l'apprentissage. Dans le cas des six réacteurs de la RDA à Greifswald, le démantèlement dure depuis plus de 20 ans déjà et n'est pas près de se termi-

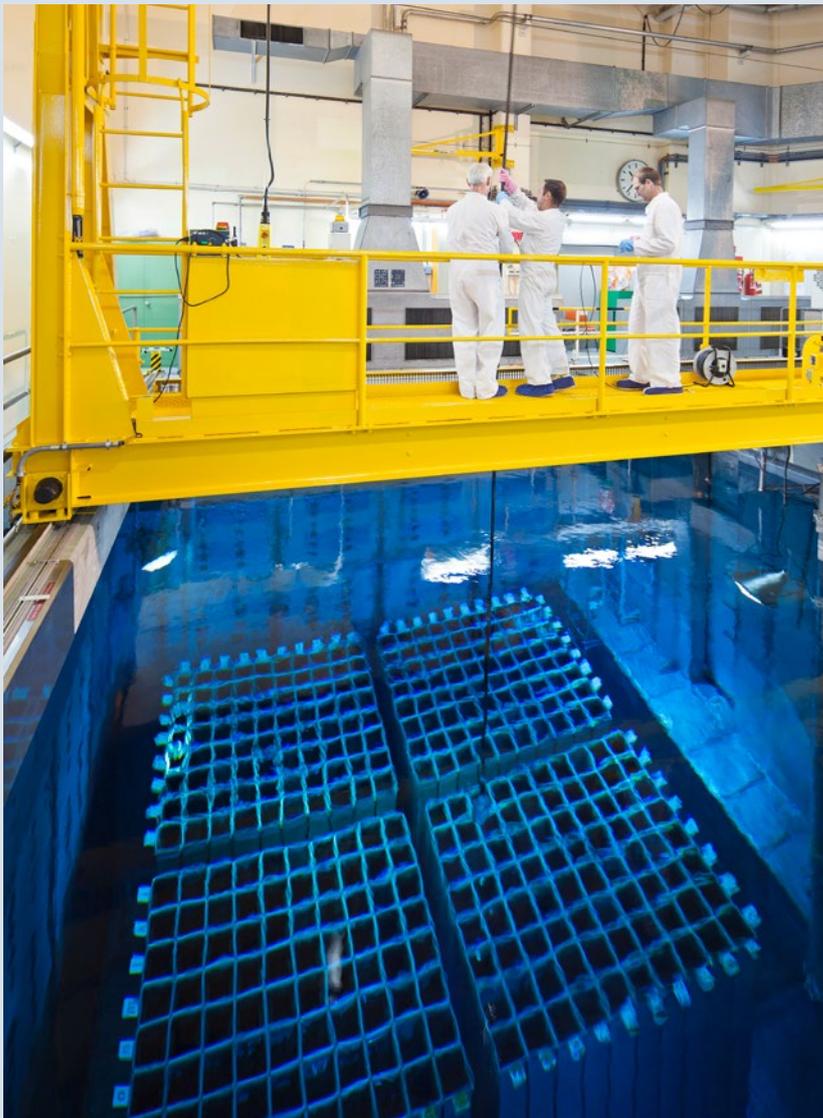
ner. Avec la centrale de Mühleberg, BKW veut faire mieux. En premier lieu, un calendrier plus serré devrait permettre de limiter les coûts, mais le défi est de taille. Car une centrale reste une installation nucléaire même après sa mise à l'arrêt. Les barres de combustibles doivent encore se désintégrer dans l'eau du bassin de stockage pendant cinq ans avant de pouvoir être transportées dans des conteneurs spéciaux: les «castors». Pour pouvoir démarrer rapidement le démantèlement de la centrale après sa mise à l'arrêt, BKW installera un sys-

tème de refroidissement séparé pour le bassin de refroidissement des barres de combustibles après la mise à l'arrêt de la centrale.

En 2024, toutes les barres de combustibles devraient être transférées vers le site de stockage intermédiaire à Würenlingen, en Argovie. À partir de ce moment-là, aucun accident nucléaire ne pourra être déploré à Mühleberg. Mais le site contiendra toujours beaucoup de matériaux en béton et en acier contaminés. Certains seront partiellement détruits puis transportés vers le site de stockage intermédiaire. Les autres seront décontaminés afin de pouvoir servir à nouveau. La centrale nucléaire sera démontée de l'intérieur vers l'extérieur en commençant par la partie la plus difficile: l'élimination des matériaux contaminés.

En 2031, le site de Mühleberg devrait être dépourvu de substances nucléaires. Pour le reste, il s'agira d'une démolition de bâtiments classique. Une démolition qui devrait avoir lieu en 2034: à Mühleberg, plus rien ne subsistera de l'ancienne centrale nucléaire. Mais on ne sait pas encore si ce site au bord de l'Aar redeviendra ou non un espace vert. Il est aussi possible qu'il reste une zone industrielle.

Si tout se passe comme prévu, le démantèlement de la centrale nucléaire durera 15 ans, soit trois fois plus longtemps que sa construction à l'époque. Et le groupe BKW table sur un coût de 800 millions de fr. suisses, auxquels vient s'ajouter 1,3 milliard de fr. suisses pour le traitement des déchets nucléaires. À partir de 2040 à peu près, les déchets nucléaires devraient être traités dans le centre de stockage radioactif pendant des millénaires. À l'heure actuelle, on ne sait pas encore où ce centre de stockage radioactif sera situé en Suisse. ST



L'aide suisse au développement sous pression

La Suisse est un pays actif en matière d'aide au développement, mais elle est à l'aube d'une prise de décision majeure. Cet été, le Parlement pourrait réduire les ressources consacrées à l'aide au développement. La question est de savoir de combien.

MARC LETTAU

Dans le monde entier, la croix suisse est aussi un symbole de la grande solidarité d'un petit pays dans un monde caractérisé par des écarts considérables. Que ce soit au Bénin, au Bangladesh, au Mozambique ou dans le bassin du Mékong, au Niger ou au Népal, la Suisse mène actuellement une action directe dans 20 régions frappées par la pauvreté. Elle y renforce les systèmes de santé, contribue au développement des infrastructures de distribution de l'eau et participe au renforcement du système éducatif – parce que, bien souvent, seule l'éducation permet de sortir du cercle vicieux de la pauvreté. Cet engagement contribue à déterminer l'image que la Suisse a d'elle-même.

Mais l'aide au développement est sous pression. En début d'année encore, le ministre des Affaires étrangères Didier Burkhalter (PLR) a déclaré avec fougue que la Suisse resterait fidèle à «sa tradition humanitaire de longue date» et continuerait de lutter contre la pauvreté, la faim et les inégalités. Ne serait-ce que parce que le développement est préférable à la migration. Pourtant,

le Conseil fédéral se voit aujourd'hui contraint de réagir en priorité aux besoins des caisses fédérales plutôt qu'à la misère du monde. L'objectif est de réduire le budget de l'État suisse d'environ un milliard de francs par an pour 2017–2019. La collaboration internationale fait partie des domaines où les réductions seront particulièrement importantes.

Bien loin des directives de l'ONU

Même si le gouvernement, dans ses prises de position relatives à la collaboration internationale, met actuellement en avant des concepts tels que le «développement» et le «renforcement», il propose au final de réduire l'aide publique au développement de la Suisse à environ 0,48 % du produit intérieur brut (PIB). Ce taux est inférieur à l'objectif annoncé par le gouvernement lui-même, à savoir 0,50 %, et s'éloigne plus encore des directives de l'ONU, qui recommandent que les pays industrialisés consacrent au moins 0,70 % de leur PIB à l'aide, faute de quoi il sera tout simplement impos-

sible d'atteindre les objectifs mondiaux en matière de développement.

Depuis l'annonce par le Conseil fédéral de son intention de réduire le budget consacré à la solidarité avec les pays du Sud, la dynamique de l'épargne s'est encore accentuée. Fin mars, la commission des finances du Conseil national a exigé ce que l'on pourrait appeler une «coupe claire» dans ce budget: selon elle, il faudrait réduire directement de 20 % l'aide au développement de la Suisse. Le Parlement prendra probablement sa décision au cours de la session d'été à venir.

Une réduction de 20 % irait bien au-delà de la proposition du Conseil fédéral. Et pourtant, c'est bien moins que les chiffres avancés par la droite au Parlement, dont les dernières élections ont renforcé la présence. Selon les arguments avancés par le conseiller national de Zoug Thomas Aeschi (UDC): «Nous ne pouvons plus nous permettre de consacrer de telles sommes à l'aide au développement. À moins de procéder à des réductions importantes dans d'autres domaines, ce que nous ne souhaitons pas. L'avis de Thomas Aeschi pèse lourd dans la balance: ce Zougois, candidat de l'UDC au Conseil fédéral en 2015, est considéré comme l'un des experts financiers de son parti. Lequel parti voudrait réduire le budget de l'aide de 40 %, abaissant ainsi l'aide publique au développement de la Suisse à 0,3 % du PIB. Cela reviendrait à un «démantèlement complet» de l'aide suisse au développement, selon Thomas Greminger, directeur adjoint de la Direction pour le développement et la coopération.

Le débat persistant concernant l'aide au développement ne s'aligne pourtant pas strictement sur une démarcation gauche-droite. La spécialiste

La pression pèse surtout sur l'aide au développement classique

L'aide internationale de la Suisse englobe quatre domaines. Le plus important de ces domaines est la collaboration et l'aide financière au profit des pays en développement. Entre 2013 et 2016, 6,9 milliards de francs ont été consacrés à ce domaine, dont 4,1 milliards à l'aide bilatérale classique de la Suisse en faveur des pays en développement. Si le Parlement réduit l'aide au développement, c'est surtout cette aide bilatérale qui en souffrira. Le deuxième pilier de l'aide internationale de la Suisse par ordre d'importance est l'aide humanitaire. Cette aide d'urgence accordée dans les situations de catastrophe humanitaire n'est pas réellement contestée. Jusqu'à présent, la Suisse a souvent organisé son aide d'urgence (à court terme) et son aide au développement (à long terme) dans les mêmes zones de crise, deux formes d'aide qui se complétaient mutuellement. Par ailleurs, la Suisse classe parmi la coopération au développement les dépenses consacrées aux mesures de politique économique et commerciale, le soutien aux pays d'Europe orientale ainsi que les mesures de promotion de la paix.

MUL

bourgeoise de politique étrangère Doris Fiala (PLR), par exemple, considère qu'il ne serait pas raisonnable de rogner sur l'aide au développement au beau milieu de la crise des réfugiés, alors que tous les acteurs concernés ont besoin d'une aide renforcée sur place. Elle estime que ceux qui, comme elle, ont vu la misère de leurs propres yeux, parlent «différemment» de ce sujet. La position de Fiala indique clairement que, malgré la pression à l'économie, le Parlement ne peut guère se permettre de définir l'avenir de l'aide au développement sur la base de seuls critères financiers.

«Signal d'alarme» des organisations d'aide au développement

Les organisations d'aide parlent d'une véritable «attaque contre l'aide au développement». Alliance Sud, l'organisation faîtière des grandes organisations

En début d'année, le ministre des Affaires étrangères Didier Burkhalter a plaidé avec fougue pour la lutte contre la faim et la pauvreté.

Photo Keystone

suisses d'aide au développement, a lancé en urgence la semaine dernière un «signal d'alarme», une pétition nationale visant à démontrer que la société civile soutient l'aide au développement de la Suisse. Alliance Sud estime qu'en raison de la situation mondiale, une grande partie de la société civile n'est pas favorable à une réduction de l'aide, mais au contraire à son renforcement jusqu'au niveau proposé par l'ONU. Comme l'affirme son directeur Mark Herkenrath: «Pour beaucoup, il est inadmissible que l'un des pays les plus riches du monde souhaite faire des économies sur le dos des plus pauvres.»

Herkenrath rappelle par ailleurs une situation qui dérange depuis longtemps les organisations d'aide: selon lui, l'aide au développement de la Suisse est en fait nettement inférieure à ce qui est annoncé sur papier. Cette critique repose sur le fait que la Suisse comptabi-

lise les coûts élevés du système d'asile, encourus en Suisse même, dans les dépenses d'aide au développement. Cette approche est «parfaitement absurde» et dommageable au final, explique Herkenrath: «La Suisse devient ainsi elle-même la plus grande bénéficiaire de ce que l'on considère comme de l'aide publique au développement à l'échelon international.» Et puisque les coûts du système d'asile vont probablement rester élevés, la pression sur l'aide classique ne va donc faire qu'augmenter.

Si le Parlement suit la proposition de la commission des finances du Conseil national, l'expert en aide au développement Herkenrath s'attend à ce que la Suisse doive renoncer à environ un tiers des projets de développement à long terme qu'elle mène actuellement.

MARC LETTAU EST RÉDACTEUR

À LA «REVUE SUISSE»



L'État islamique recrute aussi en Suisse

Les autorités suisses ont recensé une septantaine de départs pour le djihad, un chiffre plus bas en proportion qu'ailleurs en Europe. Le maillage social helvétique serait à même de prévenir des départs, estime Miryam Eser Davolio.

STÉPHANE HERZOG

Depuis 2001, le Service de renseignement de la Confédération a recensé 73 «voyageurs du djihad», dont 58 ont rejoint la Syrie et l'Irak, la terre de l'État islamique. Qui sont ces Suisses ou ces résidents en Suisse? Que faire pour éviter une telle rupture avec leur pays d'attache? Et comment traiter ceux qui reviennent? Entretien avec Miryam Eser Davolio, docteure en sciences de l'éducation, qui a dirigé en 2015 une étude pluridisciplinaire sur les processus de radicalisation djihadiste en Suisse. Elle est professeure au Département de travail social de la Haute école spécialisée de Zurich.



Miryam Eser Davolio

Revue Suisse: Qui sont ces Suisses qui partent risquer leur vie pour l'État islamique?

Miryam Eser Davolio: Les profils sont très hétérogènes. Il est donc impossible de généraliser.

S'agit-il de gens très jeunes?

Contrairement à ce qui se passe ailleurs en Europe, nous avons des gens âgés entre 25 et 35 ans. C'est moins jeune et moins féminin qu'ailleurs, même s'il y a eu ce cas d'une fille de 15 ans partie pour la Syrie avec son frère âgé de 16 ans.

Une majorité des partants sont bien de confession musulmane. C'est un point commun, non?

Oui, c'est vrai: quatre cinquièmes des partants sont de confession musulmane. Le restant est composé de convertis. Ce chiffre est surreprésenté par rapport à la réalité, puisqu'en Suisse le nombre de conversions est rare. On voit aussi que les candidats au départ ont souvent

grandi dans des familles sécularisées. Les jeunes radicalisés accusent parfois leurs parents d'être de mauvais croyants. Ceux-ci sont désemparés face à ce discours.

Quelles sont les motivations des djihadistes suisses?

Elles sont diverses, mais l'engagement est souvent plus idéologique ou politique que religieux. Cette dernière

motivation est surévaluée. Les candidats décrivent un monde dichotomique: il y a le monde musulman d'un côté et celui de l'Occident de l'autre, dont les valeurs, jugées décadentes, doivent être combattues. Les djihadistes se décrivent comme des victimes d'un système où des forces cachées – l'Amérique, les Juifs, les Européens, etc. – viseraient la destruction de tous les Musulmans.



Baucoup de gens ne le savent pas, mais il y a aussi des Suisses qui se joignent à l'EI.

Photo Keystone

L'État islamique fonctionnerait comme une utopie?

Oui, dans le sens où il représente un État qui serait plus juste, plus cohérent. La lutte contre Bachar El Assad est aussi idéalisée.

Pour certains analystes, les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, où des jeunes Européens ont tiré contre d'autres jeunes, marquerait un recul du soutien à l'EI. Qu'en pensez-vous? Et cela a-t-il eu un impact en Suisse?

Je suis assez d'accord. Alors qu'avec les attentats de janvier 2015 contre Charlie Hebdo il y avait encore des voix pour les légitimer, les actes terroristes récents ont accru la coopération. En Suisse, des Musulmans, des jeunes aussi, se montrent désormais plus enclins à signaler des faits suspects. Ils sont plus attentifs à des signaux de radicalisation chez une personne. C'est arrivé récemment: des gens m'ont appelé pour me dire que leur patron envoyait de l'argent à l'EI, via des fondations. Nous les avons mis en contact avec la police.

La Suisse, terre de recrutement pour le terrorisme: c'est un choc, non?

Oui. Même si proportionnellement ce phénomène est moins fort qu'ailleurs, c'est toujours trop. Je crois cependant qu'il est plus dur de recruter des djihadistes en Suisse. L'intégration des minorités est meilleure ici qu'ailleurs en Europe. La société civile dispose de liens qui permettent la coopération entre ses différents organes. Typiquement, dans les cantons, des échanges ont lieu avec la plupart des mosquées, également pour assurer leur propre sécurité. Dans les écoles, il y a un travail qui est réalisé auprès des jeunes autour de la tolérance, du respect, etc. La prévention de la violence fonctionne grâce à une coopération entre des travailleurs sociaux et la police. C'est très important. Cela m'a beaucoup étonné que Abdeslam

Salah, qui a participé aux attentats parisiens de novembre 2015 ait pu vivre trois mois durant dans son quartier de Molenbeek, à Bruxelles. Des gens l'ont reconnu, mais personne n'a agi. Cela me semblerait impossible en Suisse.

Que faire des personnes qui reviennent en Suisse après un passage dans l'EI?

Il y a un processus juridique qui s'enclenche, mais je pense qu'il faut aussi travailler sur les attitudes et les convictions des gens et s'intéresser aux traumatismes. Les retournés peuvent avoir pris de la distance avec leur engagement en Syrie ou en Irak, mais de façon ambivalente. Nous sommes allés voir des prisons. Celles-ci font de la gestion des risques et possèdent des thérapies. C'est bien.

Un attentat est possible

Pour Frédéric Esposito, directeur de l'Observatoire universitaire de la sécurité à Genève, la fascination pour l'État islamique, qui va croissant, concerne aussi la Suisse. Le pays n'a jamais été touché par des actes terroristes, mais il ne bénéficierait plus d'un statut d'exception. «Daech ne différencie plus la Suisse de la France, car la Suisse a proposé ses bons offices dans la crise syrienne», analyse le Genevois. Un attentat sur sol suisse est donc possible, mais quel est le degré de ce danger? «Seul Genève, par exemple, s'est dotée d'une échelle de danger face au terrorisme, qui compte quatre niveaux. Il faudrait un système national; celui-ci nécessiterait des décisions conjointes des cantons.» «Arrière-plan de la radicalisation djihadiste en Suisse». Haute école spécialisée de Zurich. Septembre 2015.

Faut-il développer des programmes spécifiques? C'est un point qui est actuellement discuté.

Quels sont les moyens de freiner ou d'empêcher des départs?

Internet joue souvent un rôle dans les départs. S'y ajoutent des contacts avec des «tuteurs» religieux, rencontrés pas forcément dans des mosquées, mais dans des bars, des appartements des clubs de fitness, là où des jeunes

passent du temps. La lutte sur internet est complexe, car il est impossible de contrôler toutes les sources de la propagande. On pourrait imaginer des contre-récits, comme l'a fait le Gouvernement français avec un clip contre le djihad. D'une part, il faut se concentrer sur la langue comme vecteur de communication. Par ailleurs, il faut convoquer d'autres institutions, non-gouvernementales, jugées plus «crédibles». Ainsi cet appel de 120 religieux musulmans, s'érigeant en faux contre le djihad.

Quel discours tenir face à une personne en phase de radicalisation?

Une façon de faire est d'aborder avec elle des questions sur les valeurs, la politique, les conflits. Si la personne classe le monde de façon simpliste, par exemple entre croyants et mécréants, c'est un premier signe. Si l'individu trouve que la violence est légitime contre ces ennemis, alors il y a radicalisation. Dans ce cas, le travail sera long. Il faut impliquer des experts, des parents, un frère, un oncle. Il s'agit de montrer au candidat au djihad qu'il est accepté par les autres, mais sans qu'on soit d'accord avec lui.

Comment casser l'endoctrinement?

Le but est de faire réfléchir la personne. Si un individu estime que toutes les guerres visent les Musulmans, on peut lui démontrer que ce n'est pas le cas, en citant par exemple l'intervention de l'OTAN au Kosovo.

Un cabaret contre la guerre

Aucun autre courant artistique ne fut aussi enjoué et par ailleurs aussi agressif que le dadaïsme. En réponse à l'Europe en faillite et à la Première Guerre mondiale, des artistes se rassemblèrent à Zurich autour d'un cabaret et, à partir de là, conquièrent le monde. Cette année, le mouvement Dada fête son centième anniversaire.

GERHARD MACK

Les tambours retentissent dans un bruit assourdissant. On ne peut quasiment pas comprendre les poèmes qui sont lus durant les intervalles. Puis, un orchestre de balalaïka entre en scène. Des œuvres graphiques de Picasso et des affiches des futuristes ornent les murs. On joue Debussy et Brahms au piano. Des danseurs s'emparent de la scène. Le public hurle. Les étudiants, les noctambules et les dandys veulent de la bière et des jambes de femmes. Lorsque l'ambiance est sur le point de dégénérer, une jeune chanteuse pâle comme la mort fait son entrée sur scène et commence à chanter des chansons populaires et des chansons à texte. Sa fragilité charme tout le monde et crée un calme momentané.

Lorsque le Cabaret Voltaire ouvrit ses portes le 5 février 1916, il se voulait un lieu dédié à tous et à tout. Hugo Ball souhaitait une «juxtaposition des possibilités, des individus, des réflexions» et il écrivit à titre de programme: «Que tous ceux qui veulent faire quelque chose soient les bienvenus.» Sa compagne Emmy Hennings envoya un appel à l'aide à un ami munichois: «Si tu connais quelques jeunes gens qui vont à Zurich ou qui sont ici et ont envie de participer au cabaret, alors fais-le savoir, s'il te plaît.» Le couple était arrivé en Suisse à l'été 2015, avait fait son chemin au prix de huit heures de piano par jour et de spectacles de danse médiocres dans des cabarets sans prétention et souhaitait pouvoir enfin donner corps à ses ambitions artistiques.

Il y avait une salle vide de 50 places à la Spiegelgasse dans le quartier zurichois de Niederdorf. Elle faisait partie du bar à vins Meierei et avait auparavant déjà abrité un cabaret qui portait

le nom de Pantagruel. D'autres émigrés rejoignirent bientôt Hugo Ball et Emmy Hennings: l'étudiant en médecine, Richard Huelsenbeck arriva de Berlin, le Roumain Tristan Tzara avait été envoyé par son père faire ses études à Zurich, Hans Arp fit la connaissance de Sophie Taeuber dans la galerie Tanner, un des lieux dédié à l'art moderne. Ils furent rejoints par Marcel Janco et le musicien suisse Hans Heusser. Walter Serner était déjà là. Ils constituaient le noyau dur autour duquel gravitaient en permanence d'autres visiteurs. De temps en temps, Picabia passait. Il devint un diffuseur important du nouveau courant au cours de ses nombreux voyages.

Dissonances et poèmes simultanés

Ils proposaient un programme bigarré tous les soirs sauf le vendredi. Ils lisaient des textes d'auteurs très variés tels que Voltaire et Wedekind. La partition musicale s'étendait de la musique liturgique médiévale aux dissonances atonales. Tzara, Janco et Huelsenbeck présentaient en même temps ce que l'on appelle des poèmes simultanés que personne ne comprenait. Des danses nègres et des musiques nègres étaient également au programme. Janco passa un jour avec des masques qui obligèrent les acteurs à modifier leurs mouvements. Au début de l'été, Hugo Ball fit son entrée sur scène en portant un vêtement d'évêque cubiste en carton et lut l'un de ses poèmes phonétiques: «Gadji beri bimbaglandridi lauli lonni cadori». Lorsque Rudolf von Laban ouvrit une école de danse à Zurich, ses filles firent de la danse d'expression l'un des traits essentiels des soirées du Cabaret Voltaire.

La proximité et le caractère direct de l'expression du corps, l'exagération, la recherche de la simplicité et de l'origine se retrouvaient dans les collages d'images des artistes, comme dans les poèmes phonétiques de Ball ou dans les danses de Mary Wigman, Suzanne Perrottet et Sophie Taeuber. Il s'agissait de briser les formes traditionnelles et de rechercher une nouvelle grammaire. Ball écrivit à propos de la danse de Taeuber sur la suite sonore «Hippocampes et poissons volants»: «C'était une danse pleine de pointes et d'arêtes, pleine de soleil vibrant et d'éclat et d'une précision acérée. Les lignes se fendillaient sur leur corps. Chaque geste est divisé cent fois, précis, lumineux, pointu.»

En Europe, la Première Guerre mondiale faisait rage. Pendant que des étudiants et des étrangers se tapaient sur les cuisses au Cabaret Voltaire, un million de soldats tombèrent sur les champs de bataille de Verdun et de la Somme au cours du premier semestre 1916. L'euphorie avec laquelle certains écrivains et artistes avaient salué le déclenchement de la guerre s'était envolée depuis bien longtemps. La culture bourgeoise n'avait pas empêché l'horreur. Ses valeurs étaient anéanties. Le nihilisme était la seule chose qui restait. Hugo Ball était rattrapé par Nietzsche. Il prit le diagnostic au sérieux mais refusa tout pathos. Les artistes du Cabaret Voltaire virent l'ancien monde s'effondrer et travaillèrent à partir de ses décombres. L'ironie, le paradoxe, le jeu avec les contenus et les formes permettait d'être engagé sans s'effondrer.

Le cabaret, les planches de la scène offraient pour cela les formes adéquates. «Les idéaux de la culture et de l'art en programme de variété, c'est notre manière d'être une espèce de Candide face

à l'époque», écrivait Ball. Les dadaïstes n'avaient pas d'étiquette politique, ils agissaient de manière anarchiste et c'est justement pour cette raison qu'ils devinrent les opposants les plus acharnés de leur époque. Le mouvement Dada découvrit le plaisir du chaos et du scandale et développa son propre univers formel. Ses acteurs fragmentaient la langue en poèmes phonétiques, l'écriture en un mélange de typographies, les images en collages et photomontages, la danse en formes sèches.

Un signe de naïveté idiote

Le terme Dada n'apparut que lorsque le Cabaret Voltaire était sur le point de fermer ses portes. Au bout de cinq mois, les acteurs étaient épuisés, Ball et Hennings se retirèrent dans le Tessin. Mais Dada devint une marque. De nombreuses légendes circulaient sur sa création. L'explication que Hugo Ball nota dans son journal est la plus plausible: «Dada signifie en roumain oui, oui, et en français, cheval de bataille. Pour les Allemands, c'est un signe de naïveté idiote et d'attachement primaire à la poussette.» Quelques semaines plus tard, il publia ce mot dans l'anthologie «Cabaret Voltaire». Il contenait la négation radicale sans devoir proposer quelque chose de nouveau. Ce ne sont pas les dadaïstes qui ont inventé ce mot. Il existait à Zurich un «savon au lait et au lilas» commercialisé par l'entreprise Bergmann sous le nom de Dada. Cela convenait bien à la fascination que la publicité et les médias exerçaient sur les dadaïstes.

L'apogée du mouvement Dada à Zurich se termina bientôt à la fin de la guerre. Jusqu'en 1920, il y eut certes d'autres soirées, expositions et parties de thés. L'enthousiasme du public atteignit même des sommets avec la huitième soirée à Kaufleuten en 1919. Avec un millier de visiteurs, les caisses se remplirent de manière inédite. Mais le mouvement se chercha d'autres lieux: Berlin en devint le centre pen-



Les dadaïstes découvraient le plaisir du chaos et du scandale et développaient à partir de là leur propre univers formel. (Photo: autoportrait de Raoul Hausmann, collage 1923.)

Photo Keystone

dant quelques années, avec des satires féroces contre le militarisme de l'après-guerre. A Paris, l'intérêt d'André Breton pour le mouvement s'arrêta lorsqu'il remarqua qu'il ne pouvait en tirer de lignes directrices pour son propre mouvement, le surréalisme. Le dadaïsme devint un mouvement international que Tristan Tzara voulut à la fin présenter dans son almanach «Dadaglobe». Philippe Soupault mit encore une fois en évidence ce qu'était le mouvement Dada dans

son envoi: son collage «Dada soulève tout» montre une grue portuaire qui soulève le globe. Le texte «Give Us the Runway and We will Lift the World» figure en dessous. Un an après un tract publié sous ce nom fulminait contre tous les dogmatismes et toutes les attitudes artistiques de l'époque moderne. «Oui = Non» était la seule position possible pour Dada.

GERHARD MACK EST RÉDACTEUR CULTUREL À LA «NZZ AM SONNTAG»

«Cette attitude est toujours d'actualité»

Cette année, on célèbre en Suisse les premiers dadaïstes. Mais ce mouvement existe-t-il encore aujourd'hui? Un entretien avec Adrian Notz, directeur du Cabaret Voltaire.

MARKO LEHTINEN

«Revue Suisse»: M. Notz, le Cabaret Voltaire célèbre actuellement la mémoire des dadaïstes de 1916. Mais vous voulez aussi

profiter de cette attention pour faire vivre le dadaïsme d'aujourd'hui, par des représentations, des conférences, des concerts. Le dadaïsme existe-t-il encore vraiment?

Adrian Notz: En tant que mouvement artistique, le dadaïsme n'existe plus. Au sens strict, il n'a existé que de 1916 à 1923. Il a évolué vers d'autres mouvements comme le surréalisme, et on en trouve les échos dans des mouvements ultérieurs comme le situationnisme, Fluxus, le punk ou la «beat generation». L'art comme «performance» ou représentation remonte lui aussi au dadaïsme. De nombreux éléments de l'art contemporain qui nous paraissent évidents se fondent sur le dadaïsme. On peut donc considérer que cette attitude ne vit plus dans l'art, mais qu'elle l'a transcendé.

Il n'y a plus de dadaïstes, mais leurs héritiers?

Exactement. En tant que conservateur, je trouve fascinant de travailler avec des artistes contemporains qui ne se décrivent pas comme des dadaïstes mais qui puisent leur inspiration dans le mouvement Dada.

La provocation était un élément important du dadaïsme. L'art actuel peut-il encore être provocateur?

Si l'art se fixe pour objectif premier de provoquer, il est d'emblée condamné à l'échec. Les dadaïstes ne voulaient pas avant tout choquer, mais créer quelque chose de nouveau. Et c'est en cela que

ce mouvement constituait une provocation pour les gens de l'époque, qui n'arrivaient pas à classer cette nouveauté. Mais il reste aujourd'hui évidemment des possibilités de provoquer par l'art. Je pense par exemple à Pussy Riot dansant dans l'église du Christ rédempteur en Russie, ou aux performances théâtrales parisiennes de l'artiste suisse Thomas Hirschhorn.

Et l'«Entköpplung», l'«exorcisme» du politicien Roger Köppel au théâtre de Neumarkt, était-ce du Dada? Cette action a suscité une certaine indignation.

Il s'agissait d'une action artistique visant uniquement à provoquer, et son sens et son contenu se limitaient à cette provocation.

Existe-t-il encore aujourd'hui des artistes qui tiennent à être dadaïstes?

Certains (quoique rarement des artistes) se disent dadaïstes, mais il y a là un malentendu largement répandu: il ne suffit pas d'être un peu «à part», de faire du bruit, d'être excentrique et «un peu dada» pour être un dadaïste. Nombreux sont ceux qui se servent des clichés usuels (absurde, grotesque, provoquant) mais qui restent superficiels. Le dadaïsme était une vision en quête d'une œuvre d'art globale qui libérerait les gens du chaos.

En cette année anniversaire, le dadaïsme bénéficie actuellement d'une grande attention. Mais ensuite? Va-t-il à nouveau disparaître dans l'oubli des musées?

Le dadaïsme est déjà célébré cette année comme une relique, avec des expositions dans les grands musées.

Mais je suis fermement convaincu que le dadaïsme continuera d'exister en tant qu'attitude, une attitude dont nous avons besoin aujourd'hui plus que jamais. Le dadaïsme s'opposait après tout au «fatalisme économique» et à la domination générale de la science, qui nous «étouffe et nous enchaîne» en tant qu'êtres humains et nous attribue des rôles. C'est toujours le cas actuellement. Aujourd'hui, il existe une foule de formations en «optimisation de soi» où l'on parle énormément sans vraiment rien dire. Nous avons oublié en grande partie comment penser et vivre de façon autonome et indépendante. Nous avons perdu nos appuis. Et avec Dada, nous pouvons à nouveau trouver pied!

Le Cabaret Voltaire fut le lieu de naissance du mouvement Dada en 1916.

Photo Keystone



Plutôt mobiles qu'émigrés

Plus de 760 000 Suisses et Suissesses vivent actuellement à l'étranger. Nous en avons contacté une: Annemarie Tromp, médecin. Elle est membre du Conseil des Suisses de l'étranger et vit à Hambourg.

MONIKA UWER-ZÜRCHER

«Loin des yeux, loin du cœur. La Suisse ne s'intéresse vraiment pas assez à ses compatriotes qui vivent à l'étranger.» Originaire de Berne et installée à Hambourg depuis sept ans, Annemarie Tromp en est convaincue. Elle pense aussi que l'Organisation des Suisses de l'étranger jouit d'une notoriété bien trop faible en Suisse. Âgée de 34 ans, cette jeune anesthésiste est l'une des plus jeunes membres au Conseil des Suisses de l'étranger. Elle espère que les festivités pour les

Elle est venue à Hambourg pour un stage de trois mois dans le cadre de ses études de médecine. C'était un hasard. Elle voulait en réalité découvrir des contrées totalement dépaysantes, voire travailler sur un autre continent. Mais son frère, qui avait eu un vrai coup de cœur pour Hambourg, lui a suggéré, non sans intérêt, d'aller y faire son stage.

La ville portuaire a fasciné cette jeune femme dynamique. À la fin de ses études en Suisse, elle savait sans hésiter qu'elle voulait vivre à Ham-

ment grâce aux accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE.» Entre-temps, elle s'est si bien intégrée dans l'association «Helvetia» qu'elle a été élue à sa tête en 2015.

Un retour difficile à cause de l'AVS

«La suppression de l'AVS facultative pour les Suisses de l'étranger porte un coup dur aux Suisses mobiles», déclare-t-elle au sujet des problèmes actuels. Les architectes et ingénieurs suisses ont construit des maisons ou des ponts dans le monde entier. Des scientifiques ont mené des recherches dans des universités étrangères. Et, après 12 à 15 ans passés à l'étranger, ils ont constaté avec stupeur qu'il leur serait difficile de rentrer en Suisse parce qu'il leur manquait des années de cotisation. Elle pense d'ailleurs que c'est une perte notable pour la Suisse, qui se coupe du potentiel de ses compatriotes à l'étranger.

Lorsqu'elle explique à ses amis à Berne qu'elle est membre du Conseil des Suisses de l'étranger, ils se demandent de quoi elle leur parle! Elle trouve incroyable de n'avoir elle-même pas entendu parler de l'existence de l'OSE avant 2012 à Hambourg alors que, en tant que fille d'un politicien bernois, elle pensait être très bien informée en politique.

Annemarie Tromp ne sait pas encore quand, ni si elle reviendra en Suisse avec sa famille. Elle profite du luxe de la jeunesse. Elle revient à Berne tous les deux mois avec sa famille. «J'ai besoin de revoir les montagnes de temps en temps», explique-t-elle. Bien entendu, elle parle «Bärndütsch» avec ses deux filles.



«Mon expérience était plutôt banale», Annemarie Tromp, Hambourg.

100 ans de l'OSE offriront à la Cinquième Suisse une meilleure visibilité.

«Beaucoup de personnes n'ont pas encore perçu que l'émigration a radicalement changé au cours des dernières années», explique-t-elle. «Nous ne sommes plus des émigrés au sens classique du terme, tels qu'on les connaissait jusqu'au milieu du siècle dernier.» Plutôt que d'émigrés, Annemarie Tromp préfère parler de «Suisses mobiles». «Parce que, bien souvent, ils reviennent.»

bourg. La recherche d'appartement s'est révélée être un défi majeur. C'est pourquoi elle a contacté Vreni Stebner, alors présidente de l'association suisse «Helvetia» à Hambourg. Cette dernière n'a pas pu l'aider mais l'a invitée à une réunion de l'association où des compatriotes plus âgés lui ont raconté avec passion leur propre histoire. «En comparaison, mon expérience était plutôt banale. J'ai certes dû faire face à une énorme bureaucratie, mais j'ai pu faire reconnaître mon diplôme très facile-

MONIKA UWER-ZÜRCHER EST RÉDACTRICE RÉGIONALE DE LA «REVUE SUISSE» EN ALLEMAGNE.

«Les Suisses de l'étranger ont été présentés comme des patriotes modèles»

Rudolf Wyder a été directeur de l'Organisation des Suisses de l'étranger de 1987 à 2013. Il vient d'écrire un livre qui a pour thème les 100 ans de l'OSE.

MARKO LEHTINEN

«Revue Suisse»: Monsieur Wyder, vous mettez la dernière main à votre livre qui a pour thème les 100 ans de l'OSE et qui paraîtra début août. Lors de vos recherches, avez-vous découvert des faits que vous ignoriez encore, même après avoir été directeur de l'organisation pendant de longues années?

Rudolf Wyder: Absolument. J'ai certes été à la tête de l'OSE pendant de nombreuses années, mais certains pans de son histoire m'étaient peu connus. J'ai décidé de combler ces lacunes par intérêt personnel. Plusieurs aspects n'avaient encore jamais été examinés sous un angle historique. Quel rôle l'organisation a-t-elle joué dans le cadre de la Première Guerre mondiale? Et surtout pendant la Seconde Guerre mondiale? Ces questions étaient jusqu'ici demeurées sans réponse..

Où avez-vous trouvé les informations pour écrire votre livre?

J'ai d'abord consulté les rapports annuels de l'OSE à partir de 1919. Les rapports et les messages du Conseil fédéral ainsi que les procès-verbaux du Parlement m'ont également été très utiles. Les archives de l'OSE, qui sont déposées auprès des Archives fédérales, sont en outre très complètes.

Comment l'OSE a-t-elle vu le jour il y a un siècle sous l'égide de la Nouvelle Société Helvétique?

Le patriotisme a été au cœur de la création de l'OSE. Redoutant l'implosion de la Suisse, un groupe d'intellectuels fondèrent la Nouvelle Société Helvétique (NSH) en 1914. Ils observèrent avec inquiétude la manière dont la Suisse alémanique et la Suisse romande pre-

naient fait et cause pour leur langue respective dans le cadre de la guerre entre les nations. Cette bipolarisation aurait pu être fatale à la Suisse. Les fondateurs de la NSH y ont opposé un patriotisme fédéral, appelé à inclure également les Suisses de l'étranger. En 1916, les premiers groupes de la NSH furent fondés à l'étranger. En 1917, la Commission des Suisses de l'étranger voyait le jour, suivie deux ans plus tard par le Secrétariat des Suisses de l'étranger. À compter de ce moment, l'organisation a été pleinement opérationnelle.

Quelles étaient les tâches concrètes de l'OSE?

Ses priorités absolues étaient de veiller au rattachement des Suisses de l'étranger à la Suisse et d'informer sur la position du pays en tant qu'État neutre. Par la suite, l'OSE a peu à peu relayé des demandes spécifiques émanant des Suisses de l'étranger. À partir de 1919, elle s'est par exemple engagée aux côtés du groupe de la NSH d'Athènes en faveur de l'ouverture d'une ambassade en Grèce.

Rudolf Wyder:
«L'OSE a contribué dans une large mesure à ce que nous disposions aujourd'hui d'une base solide en matière de politique des Suisses de l'étranger.» Photo OSE



Au départ, l'OSE a idéalisé les Suisses de l'étranger. Elle les a même élevés au rang de héros. Pourquoi?

Les Suisses de l'étranger devaient servir de modèle aux autres Suisses – en tant que pionniers intrépides mais surtout en tant que patriotes: voyez donc ces Suisses qui sont certes Romands, Suisses alémaniques ou Tessinois mais qui, à l'étranger, se considèrent avant tout comme Suisses. Dans le cadre des efforts déployés pour préserver le pays de l'implosion, les émigrants suisses ont été présentés comme des patriotes modèles.

Quel était, en 1916, le pays de destination d'un Suisse de l'étranger typique?

Depuis la fin du XIX^e siècle, la Suisse a connu une vague d'émigration importante, avec une exception pour la Première Guerre mondiale, de 1914 à 1918. Les pays de destination étaient déjà essentiellement les mêmes qu'aujourd'hui, à savoir les pays au sein de l'Europe. Mais ces émigrants-là n'entraient pas dans le cadre des statistiques. Seules les personnes en partance pour l'Amérique ou l'Australie étaient répertoriées.

Une conception intéressante de la Suisse et de l'étranger ...

Tout à fait. Au départ, les grandes communautés de Suisses établis en France et en Allemagne n'ont pas retenu l'attention des autorités. Il a fallu attendre 1926 pour qu'elles soient intégrées aux statistiques des Suisses de l'étranger.

Quelles sont les principales différences entre les émigrants de l'époque et ceux d'aujourd'hui?

Je vois une différence essentielle: autrefois, ceux qui partaient du pays n'y revenaient en principe pas. Il faut se rappeler qu'une lettre envoyée depuis l'Australie mettait alors plusieurs semaines avant d'arriver en Suisse. Internet n'existait pas pour s'informer et communiquer et il était beaucoup plus difficile de voyager. En conséquence, les personnes qui revenaient au pays étaient très rares. Aujourd'hui, la dias-

pora suisse présente des caractéristiques très différentes: elle s'est beaucoup rapprochée de la Suisse. Le monde est devenu plus petit et les distances ont pour ainsi dire été réduites aux décalages horaires. De ce fait, de nombreux Suisses rentrent dans leur patrie.

par ailleurs élevées en interne lorsque certains groupements de Suisses à l'étranger ont contesté le travail effectué par l'organisation. Dans les années 70 et 80, un groupement a par exemple soutenu avec force que l'OSE devait revoir sa structure, notamment en deve-

concernant les objets soumis en votation. Cette mission sert les intérêts de la «Revue Suisse», magazine publié par l'OSE. Selon vous, quel est aujourd'hui le rôle de la «Revue Suisse» en tant que faiseuse d'opinion politique?

La «Revue Suisse» est une publication indispensable. C'est le seul média qui atteint tous les Suisses de l'étranger enregistrés en tant que tels et qui les rend attentifs à leurs droits et à leurs obligations, notamment aux possibilités politiques de participer. Il s'agit d'un point qui garde toute son importance, même à l'ère d'internet. Car s'il est possible de trouver toutes les informations souhaitées sur le Web, il faut en premier lieu savoir ce que l'on cherche. Pour sa part, la «Revue Suisse» a l'avantage d'être fournie au destinataire. L'obligation de la Confédération est en effet clairement définie en la matière.

Quels sont, à votre avis, les principaux défis auxquels l'OSE sera confrontée prochainement?

L'OSE a contribué dans une large mesure à ce que nous disposions aujourd'hui d'une base solide en matière de politique des Suisses de l'étranger au sens large du terme. Depuis l'année dernière, il existe une loi fédérale sur les Suisses de l'étranger ainsi que différentes lois sectorielles qui règlent des aspects essentiels. Leur développement est toutefois une tâche de longue haleine. À mon avis, le principal défi posé à l'organisation est la définition, d'entente avec les autorités, d'une stratégie face à la mobilité croissante des Suisses. Il s'agit en effet de faciliter cette mobilité. L'OSE doit par ailleurs faire face aux développements qui caractérisent le secteur de la communication. Enfin, le troisième défi à relever est également de taille: le potentiel des Suisses de l'étranger en termes d'innovation et de réseautage est encore trop peu valorisé. La Suisse doit réfléchir aux moyens de faire un meilleur usage de la richesse que représente son importante diaspora.



Les tâches de l'OSE ont-elles évolué au fil du temps?

Les instruments et les formes d'activité ont bien sûr connu des changements, mais les trois principaux domaines d'activité sont restés identiques: la fourniture de prestations aux Suisses de l'étranger, la communication et la représentation des intérêts de la diaspora en Suisse. Celle-ci a d'ailleurs fortement gagné en importance au cours des vingt dernières années.

L'existence de l'OSE a-t-elle été remise en cause à une époque ou à une autre?

Sa raison d'être n'a jamais été contestée. À certains moments, l'OSE a toutefois dû se serrer si fort la ceinture que la question s'est posée quant à sa capacité économique de poursuivre ses activités. Ici et là, des critiques se sont

Il y a un siècle, seuls étaient enregistrés comme Suisses de l'étranger les migrants qui s'établissaient dans un pays en dehors de l'Europe. (Sur la photo: le «Chalet suisse» en 1933 à Léopoldville, aujourd'hui Kinshasa.)

Photo Archives fédérales

nant un organe d'État et en élisant directement le Conseil des Suisses de l'étranger.

Quel lien l'OSE entretient-elle avec les 750 associations suisses dans le monde?

Le lien a tendance à se relâcher en fonction de la distance. Les échanges sont intenses uniquement avec certaines associations particulièrement dynamiques et, bien sûr, avec les grandes organisations faitières en Europe. À relever que les membres de la Commission des Suisses de l'étranger sont élus depuis 1959 par les associations suisses.

Depuis 1992, les Suisses de l'étranger ont la possibilité de voter et d'élire par correspondance. C'est également en 1992 qu'a été inscrite dans la loi la mission d'information de la Confédération à l'égard de la diaspora

Patrie contre patrie

Le match de championnat d'Europe du 11 juin contre l'Albanie n'a rien d'une affiche ordinaire pour l'équipe nationale suisse. Et pour cause, puisque de nombreux joueurs sont originaires du Kosovo.

ETIENNE WUILLEMIN

C'est un matin magnifique. Berne se réveille. Le soleil illumine le Palais fédéral. À quelques pas de là flotte le drapeau du Kosovo. Mustafe Dzemaili ouvre son bureau, me prie d'entrer et commence à raconter. Depuis une bonne année, il est l'ambassadeur du Kosovo en Suisse. Il attend le 11 juin avec impatience. Pour lui aussi, cette journée aura une saveur particulière. C'est ce jour-là que la Suisse affrontera l'Albanie dans le cadre du championnat d'Europe. «Le match des frères!», affirme Mustafe Dzemaili, le sourire aux lèvres. Mais ce n'est pas aussi simple. La Suisse contre l'Albanie, ce n'est pas qu'un match. C'est une affiche inédite. La Suisse A contre la Suisse B, disent les uns. L'Albanie contre l'Albanie, disent les autres. Le Kosovo plus contre le Kosovo plus, disent encore les autres. Tous ont raison.

Personne n'incarne mieux ce match que les frères Granit et Taulant Xhaka. Jamais deux frères nés de la même mère et du même père ne s'étaient affrontés dans un championnat d'Europe. Quelle joie et quel défi à la fois! L'automne dernier, lorsque la Suisse s'est qualifiée pour le championnat d'Europe avec Granit Xhaka ainsi que l'Albanie avec Taulant Xhaka, leur père, Ragip Xhaka, s'est exclamé au téléphone: «Je suis le père le plus fier du monde! Un fils qui joue pour la Suisse, l'autre fils qui joue pour l'Albanie. Cette image illustre notre histoire à la perfection.» Et lui de rajouter: «Heureusement que j'ai deux mains! L'une applaudira Granit et la Suisse, l'autre applaudira Taulant et l'Albanie. Peut-être y aura-t-il match nul?»

Granit et Taulant Xhaka se font écho lorsqu'ils parlent de ce duel imminent. Ils disent des choses comme:

«Il est dur de devoir jouer contre son propre sang.» Avant d'ajouter, plus tard dans la discussion: «C'est un match. Un match particulier, sans doute. Mais j'ai hâte d'y être. Et même contre mon frère, je me battraï. Car ce que nous voulons, c'est gagner!» «Nous», la Suisse. Et «nous», l'Albanie.

Des «traîtres» érigés en modèles

Au sein de l'équipe nationale suisse, de nombreux joueurs ont leurs racines au Kosovo. Les trois joueurs les plus connus du moment en font partie: Granit Xhaka, Xherdan Shaqiri et Valon Behrami. Dans leur pays d'origine, ils sont considérés comme des traîtres qui ne se battent pas pour leur pays, l'Albanie. Mais l'ambassadeur Mustafe Dzemaili a du mal à comprendre ce genre de diffamation. «C'est un sport. Ce sont des sportifs qui se mesurent à leurs adversaires. Point. Personne ne devrait

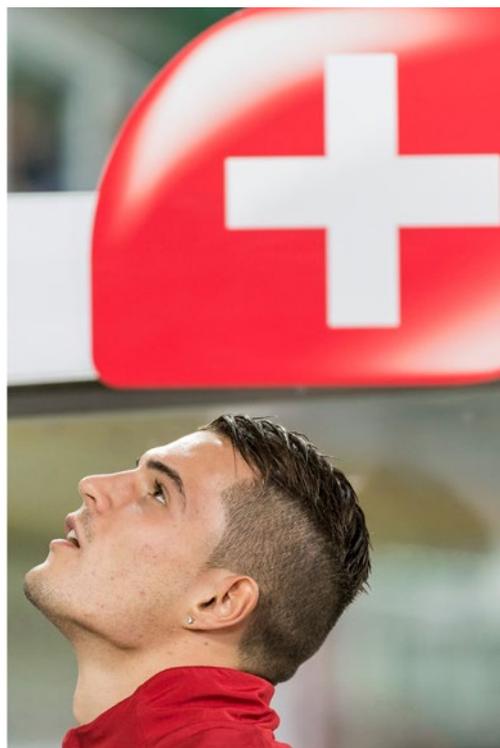
se servir du football pour faire prêter à quelqu'un des idées ou messages politiques.» Les joueurs suisses d'origine kosovare ne se sont pas positionnés contre l'Albanie mais «pour la Suisse, pour le pays qui les a accueillis et qui leur a beaucoup apporté dans la vie».

Parfois, en discutant avec Dzemaili, on a le sentiment qu'il a honte de ce que Behrami, Shaqiri ou même Xhaka doivent endurer. Il insiste alors: «Les footballeurs sont un parfait exemple d'intégration réussie. Leur culture est celle du «vivre ensemble». Et ce faisant, ils ont ouvert une voie qui se généralise à tous les domaines, que ce soit en politique, dans la science ou en médecine.»

Pour Shaqiri, Behrami et Xhaka, les voix qui s'élèvent de leur pays d'origine ne sont qu'une partie de celles qui les blâment. Car ils doivent aussi se battre en permanence pour se faire accepter en Suisse. Les autres voix qui

Les frères Xhaka s'affronteront lors du championnat d'Europe de football. Granit (à gauche) joue pour la Suisse, Taulant (à droite) pour l'Albanie.

Photos Keystone



s'élèvent sont celles de ceux qui se demandent s'ils sont suffisamment intégrés en Suisse pour être considérés comme des Suisses. Le débat s'enflamme lorsque les joueurs restent muets au moment où retentit l'hymne national, ou lorsqu'il leur arrive de se faire ovationner avec l'aigle à deux têtes lors d'un but marqué.

La sincérité de Behrami

Valon Behrami est le plus âgé des joueurs de l'équipe nationale suisse ayant des origines kosovares. Il a pris les plus jeunes sous son aile. Et prend les devants lorsqu'il s'agit de répondre à ces questions, ce qu'il fait avec une sincérité remarquable. Behrami affirme: «Parfois, j'envie les joueurs qui sont nés ici. Ils sont les seuls à savoir ce que cela fait d'entendre retentir l'hymne national. C'est une chose qui me manque. Et malgré tout, je donne toujours tout ce que j'ai pour la Suisse.»

Une chose est sûre: le talent de ces joueurs, combiné à leur soif de gagner et à leur grande assurance, a permis au football suisse de faire un bond en avant décisif. «Sans eux, nous n'en serions pas là aujourd'hui», affirme l'ancien sélectionneur Ottmar Hitzfeld.

En 2009, la Suisse a célébré son tout premier titre de championne du monde de football. Certes, ce n'était «que» les M17, mais cette victoire marquait le début d'une nouvelle ère. Cette génération dorée, marquée par des joueurs partagés entre deux nations, est une promesse pour le football suisse. Granit Xhaka aussi a contribué à la conquête de ce titre. Aujourd'hui, il en est persuadé: «Avec un peu de chance et de bonnes performances, nous pouvons remporter le titre de champions du monde.» Voilà un état d'esprit avec lequel la Suisse doit encore se familiariser.

ETIENNE WUILLEMIN EST JOURNALISTE SPORTIF
À LA «SCHWEIZ AM SONNTAG».

Revue Suisse / Juin 2016 / N°3

Un Valaisan au pouvoir

En tant que nouveau président de la FIFA, le Valaisan Gianni Infantino est déjà sous pression. Que peut-on attendre de lui?



Gianni Infantino doit encore prouver à quel point il prend au sérieux les réformes de la FIFA.
Photo Keystone

Son combat le plus difficile remonte à 46 ans. À la naissance, Gianni Infantino souffrait d'une jaunisse grave. La course contre la montre et contre la mort était lancée, car seules deux personnes dans toute l'Europe étaient du même groupe sanguin qu'Infantino. Seule une transfusion sanguine intégrale pouvait le sauver. Et c'est ce qui s'est passé. Aujourd'hui, Gianni Infantino est président de la FIFA. Ce Valaisan d'origine italienne, père de quatre filles, a conquis le trône du ballon rond. Élu fin février lors d'un congrès extraordinaire, il a pour mission de sortir la FIFA de la tempête après les scandales qui ont secoué cette «fédération».

Que peut-on attendre de lui? Que valent ses belles premières paroles lorsqu'on sait qu'il se murmure ici et là qu'Infantino ne serait qu'un clone de Joseph Blatter, l'ancien président de la FIFA? «J'ai la sensation étrange qu'Infantino va retirer son masque et que Blatter va apparaître», confie l'icône du football Gary Lineker. Infantino doit commencer par prou-

ver qu'il prend au sérieux les réformes de la fédération. Il veut renforcer les droits des footballeurs et footballeuses. Il veut assurer une plus grande transparence. Il veut limiter le pouvoir du président et, surtout, celui du comité exécutif exposé à la fraude. Il veut fixer une limite d'âge. Par ailleurs, Infantino a déjà annoncé l'augmentation du nombre de participants à la Coupe du monde de 32 à 40.

Mark Pieth, expert en corruption originaire de Bâle, à propos du choix d'Infantino: «Mieux vaut une girouette qu'un misanthrope!» Mark Pieth a officié à la FIFA pendant plusieurs années en tant que réformateur. À l'époque, il avait d'ailleurs largement plébiscité ces réformes et avait pu constater qu'Infantino, qui était alors secrétaire général de la FIFA, s'opposait à tous ces changements qu'il vante aujourd'hui. D'où son choix du mot «girouette». Infantino doit donc prouver qu'il s'est émancipé de lui-même. Reste que lors du congrès extraordinaire, les réformes ont été adoptées à la majorité écrasante. Et entre-temps, le salaire de l'année 2015 de Blatter, le prédécesseur d'Infantino, a été révélé: 3,65 millions de francs suisses. Les années précédentes, c'était au moins le double.

Pour l'instant, impossible de calculer le revenu exact d'Infantino. Mais ceux qui pensaient qu'il allait redorer l'image de la FIFA en toute tranquillité se sont bien trompés: il n'aura fallu attendre qu'un peu plus d'un mois pour qu'Infantino soit mis en cause. En effet, les «Panama Papers» ont révélé qu'il avait joué un rôle déterminant dans une affaire de contrats commerciaux douteux.

ETIENNE WUILLEMIN

Elle a triomphé de Napoléon Bonaparte

La Genevoise Germaine de Staël a voyagé à travers l'Italie, l'Allemagne et l'Angleterre, et son salon fut un moment le cœur intellectuel de Paris.

CHARLES LINSMAYER

«Deux nations européennes avaient mauvaise réputation: les Italiens et les Allemands. Je me suis efforcée de leur rendre leur juste réputation et leur rang intellectuel.» Germaine de Staël a écrit ces fières paroles en 1809. Avec le succès phénoménal de son roman «Corinne ou l'Italie», elle avait déjà tenu la première moitié de cette promesse en 1807. Issu d'un voyage romantique en Italie aux côtés d'August Wilhelm Schlegel, ce livre, dans sa première partie, présente au lecteur, avec un romantisme exacerbé, la culture, l'histoire et les populations d'Italie. Dans sa deuxième partie suit l'histoire d'amour entre Corinne, ravissante voyageuse en Italie, et un lord anglais, jusqu'à sa fin mélancolique.

Son livre «De l'Allemagne», qui devait corriger l'image de l'Allemagne aux yeux des Français et lancer le romantisme en France, s'inspire lui aussi d'un voyage que Germaine de Staël avait effectué en 1803 et 1804 en compagnie de Benjamin Constant à Berlin et Weimar, dans la sphère d'influence de Goethe et de Schiller. Avant la parution de ce livre prévue à Paris en 1810, cependant, la police est intervenue sur ordre de Napoléon: elle a fait détruire le manuscrit et les plaques d'imprimerie et obligé son auteur à se retirer dans sa propriété genevoise de Coppet. De là, elle a pu organiser une fuite pleine d'aventures vers Londres, où «De l'Allemagne» a paru en 1813.

La conscience libérale de l'Europe

Née à Paris le 22 avril 1766, Germaine de Staël, la grande dame de la révolution française, fille du millionnaire génie de la finance genevois Jacques Necker, était tout l'inverse d'une écrivaine inoffensive. Alors même que les plus grands hommes courbaient l'échine devant Napoléon, ses relations, son génie intellectuel et sa ténacité à toute épreuve ont fait d'elle l'une des plus influentes opposantes de ce dernier. Face au puissant dictateur, et grâce en partie au succès de ses livres, elle incarnait d'une certaine façon la conscience libérale de l'Europe. «De l'Allemagne», hommage à l'Allemagne des poètes, était en fait une protestation magistralement camouflée envers la répression culturelle en France. «Corinne» a excédé d'autant plus Napoléon que, bien qu'il

soit paru en 1805, l'année de son couronnement en Italie, ce roman ne daigne pas mentionner le général ni ses victoires.

Et pourtant, contre toute attente, l'esprit et le charme ont triomphé de la violence. Quand, le 14 juillet 1817, Germaine de Staël fut arrachée à 50 ans à une vie pleine d'animation, de passion et de sensualité vécue, elle avait rouvert depuis longtemps son salon parisien avec l'éclat d'antan alors que Napoléon était banni à vie à Sainte-Hélène. Celui-ci y confia d'ailleurs un jour à son proche Las Cases que sa défunte rivale et sa «Corinne» ne le laissaient pas en paix: «Je la vois, je l'entends, je la sens, je voudrais y échapper, je jette le livre. Mais je vais persévérer, car je pense quand même qu'il s'agit d'une œuvre intéressante.»

BIBLIOGRAPHIE «De l'Allemagne» est disponible sous forme d'extraits dans le cadre du projet Gutenberg des éditions Spiegel. «Corinne ou l'Italie», traduit par Dorothea Schlegel, est disponible aux éditions Tredition de Hambourg.

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZÜRICH



«À la lueur des flambeaux, Corinne et Lord Nelvil se tenaient devant une statue de Canova, le «Génie de la douleur», appuyé sur un lion, emblème de la force. Lord Nelvil se détournait pour ne point attirer ce genre d'attention; mais il dit à voix basse à son amie: Corinne, j'étais condamné à cette éternelle douleur quand je vous ai rencontrée; mais vous avez changé ma vie; et quelquefois l'espoir, et toujours un trouble mêlé de charmes, remplit ce cœur qui ne devait plus éprouver que des regrets.» (Extrait de: «Corinne ou l'Italie», traduit par Dorothea Schlegel, Éditions Unger, Berlin 1807, disponible aux éditions Tredition de Hambourg.)

Trois étapes pour réussir sa formation

Entamer une formation, que ce soit un apprentissage ou des études universitaires, constitue toujours un grand changement et un défi. Il est recommandé aux jeunes Suisses de l'étranger qui décident de suivre leur formation en Suisse de bien préparer leur venue. Pour que leur formation soit réussie et leur apporte satisfaction, nous les invitons à suivre les trois étapes ci-après.

Choix de la formation

Bien que les sources d'informations soient nombreuses, beaucoup d'aspects restent souvent confus. Leurs attentes n'étant pas comblées, les jeunes sont alors déçus de leur expérience. Les conseils des enseignants, des parents et des amis sont toujours utiles. Des informations concrètes sont disponibles sur les sites Web des centres de formation ou sur le portail de l'orientation professionnelle (www.orientation.ch). [educationsuisse](http://www.educationsuisse.ch) propose aux jeunes Suisses de l'étranger des conseils spécifiques sur l'orientation professionnelle et universitaire, via Skype ou sur place à Berne.

Financement de la formation

En Suisse, les parents sont en principe responsables du financement de la formation de leurs enfants. Mais, lorsque leurs moyens financiers sont modestes, ils peuvent demander une allocation de formation cantonale (bourses). Les jeunes Suisses de l'étranger doivent pour cela s'adresser à leur canton d'origine. La législation et la réglementation sont propres à chaque canton. Il est donc important de s'infor-

mer à l'avance sur les droits aux bourses d'études, les délais, etc. Il convient également de se renseigner dans le pays de résidence des parents pour savoir si une formation en Suisse est subventionnée. Par ailleurs, certaines universités ou fondations privées accordent aussi des allocations de formation.

Lieu d'habitation en Suisse

Les possibilités sont multiples: résidences universitaires, colocations avec d'autres étudiants, hébergement chez des proches ou dans des familles d'accueil. Organisé conjointement par [educationsuisse](http://www.educationsuisse.ch) et le Service des jeunes de l'OSE, le projet «Tremplin» permet à des jeunes Suisses de l'étranger de 18 ans et plus d'habiter dans une famille d'accueil pendant trois à six mois au début de leur formation en Suisse.

Après avoir réalisé ces trois étapes essentielles, les jeunes ne devraient plus rencontrer aucun obstacle pour commencer leur première année d'apprentissage ou leur premier semestre dans une Haute école spécialisée ou une université.

Pour toute autre information ou question sur la formation en Suisse, vous pouvez contacter les collaboratrices d'[educationsuisse](http://www.educationsuisse.ch) par e-mail à info@educationsuisse.ch.

RUTH VON GUNTEN, EDUCATIONSUISSE



www.educationsuisse.ch / www.orientation.ch

Camp pour les enfants suisses de l'étranger atteints d'un trouble

La Fondation pour les enfants suisses à l'étranger veut permettre aux enfants suisses de l'étranger atteints d'un trouble (de nature physique ou mentale) de connaître la Suisse, leur pays d'origine. Avec un camp de ce type, nous voulons tenir compte des possibilités et intérêts personnels de ces enfants. Nous avons également à cœur d'être attentifs aux demandes des parents.



Avant de mettre sur pied cet éventuel nouveau camp, nous souhaitons clarifier la demande de la part des Suisses de l'étranger pour ce type d'offre. C'est pourquoi nous prions les parents, grands-parents, proches et connaissances de nous contacter par e-mail ou par téléphone d'ici le mois de septembre 2016.

Nous nous réjouissons de tout contact afin que nous puissions ensemble offrir aux enfants atteints d'un trouble un séjour inoubliable en Suisse.

Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE)

Alpenstrasse 26

CH-3006 Berne

Tél.: +41 31 356 61 16

Fax: +41 31 356 61 01

info@sjas.ch

www.sjas.ch



Stiftung für junge Auslandschweizer
Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
Fondazione per i giovani svizzeri all'estero
Fundaziun per giuovens svizzers a l'ester



Conseils de l'OSE

Quelle est la procédure de reconnaissance d'un club suisse à l'étranger par l'OSE?

L'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) est une fondation privée. Elle a pour objectif de renforcer les liens qui unissent les Suisses de l'étranger entre eux et à la Suisse, de défendre leurs intérêts en Suisse et de leur proposer une large palette de prestations (informations, conseils juridiques, offres pour les jeunes, etc.)

L'OSE est soutenue par les clubs suisses à l'étranger qu'elle a reconnus. Pour être reconnu par l'OSE, un club suisse doit remplir cumulativement les conditions suivantes:

- Le club a pour but de renforcer les liens qui unissent les Suisses de l'étranger entre eux et à leur pays.
- Plus de 50 % des membres actifs sont des citoyens suisses.
- La majorité des membres du comité sont des citoyens suisses.
- La présidence est assumée par un Suisse ou une Suisseuse.
- Le club compte au moins sept citoyens suisses.
- Les membres se réunissent en assemblée au moins une fois par an et le club doit disposer d'un comité élu périodiquement.
- Le club est affilié à l'organisation faîtière compétente dans son pays, lorsqu'elle existe (France, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne, Espagne-Portugal, Autriche-Liechtenstein-Slovénie, Pays-Bas, Canada et Argentine).
- Le club s'engage expressément à informer l'OSE dès que l'une de ces conditions n'est plus remplie.

Les clubs reconnus par l'OSE peuvent participer à l'élection des délégués au Conseil des Suisses de l'étranger (CSE). Le CSE est composé de représentantes et représentants des communautés suisses à l'étranger ainsi que de membres résidant en Suisse (notamment des parlementaires qui représentent les institutions en lien avec la Cinquième Suisse). Il se réunit deux fois par an pour discuter de sujets concernant les Suisses de l'étranger. Dans les médias, le Conseil des Suisses de l'étranger est qualifié de «Parlement de la Cinquième Suisse». Les clubs suisses reconnus par l'OSE apportent ainsi une contribution directe à la politique concernant les Suisses de l'étranger.

Les clubs qui ne remplissent pas l'ensemble des conditions mentionnées ci-dessus peuvent obtenir le statut de club associé. Ils ne peuvent pas participer à l'élection des délégués de leur pays au CSE mais jouissent par ailleurs des mêmes droits et obligations que les clubs reconnus par l'OSE.

Une fois reconnus par l'OSE, les clubs font partie du réseau mondial de clubs et institutions des Suisses de l'étranger. Ils reçoivent automatiquement les messages et les newsletters de l'OSE et sont mentionnés sur la plate-forme www.swisscommunity.org, le réseau social des Suisses de l'étranger. Ils accroissent aussi le poids de l'OSE, et donc de la Cinquième Suisse, en matière de défense des intérêts des Suisses de l'étranger.

Les clubs souhaitant être reconnus par l'OSE peuvent remplir le formulaire de candidature. Il est disponible sur le site Web de l'OSE: www.aso.ch > À notre propos > Clubs suisses à l'étranger > Reconnaissance par l'OSE.

LE SERVICE JURIDIQUE DE L'OSE

Offres du service des jeunes

Camp du centenaire de l'OSE
(du 22.07 au 7.08.2016)

L'histoire de la Suisse, sa politique et sa culture t'intéressent? Alors ce camp est fait pour toi! Il ne reste plus que quelques places dans le camp du centenaire «Culture, histoire et politique». Ce voyage de découverte dure deux semaines, du 22 juillet au 7 août, et te conduira d'Estavayer-le-Lac à Berne en passant par le Jura. En route, tu découvriras des aspects de la diversité culturelle de ta deuxième patrie. Inscris-toi maintenant!

Cours d'allemand (du 8.08 au 19.08.2016)
et de français (du 22.07 au 7.08.2016)

Tu souhaites apprendre une langue nationale? Entre trois et quatre cours de langue sont proposés le matin et nous offrons un programme riche en activités l'après-midi. Si tu souhaites te consacrer uniquement à l'apprentissage de la langue, tu peux suivre le cours intensif (huit heures par jour). Durant ton séjour, tu es hébergé dans une famille d'accueil.

- Cours de français à Bienne (du 22.07 au 7.08.2016)
- Cours d'allemand à Zurich (du 8 au 19.08.2016)

Découvre la Suisse (ouvert toute l'année)

Tu as envie de voyager seul en Suisse? C'est possible avec notre offre «Découvre la Suisse»! Tu vis dans une famille d'accueil suisse pendant une à deux semaines. Nous organisons volontiers un programme varié d'excursions journalières selon tes souhaits. Avec le Swiss Transfer Pass, tu te déplaces librement dans toute la Suisse!

Informations et inscription sur www.swisscommunity.org ou www.aso.ch. Tu peux aussi envoyer un e-mail à youth@aso.ch.

Inquiétude vis-à-vis des assurances des Suisses de l'étranger

Le 16 avril, le Conseil des Suisses de l'étranger a siégé à Brunnen, au bord du lac des Quatre-Cantons. La séance a principalement porté sur l'AVS facultative et la caisse-maladie pour les Suisses de l'étranger. En outre, les 25 ans d'existence de la Place des Suisses de l'étranger ont été célébrés à Brunnen.

MARKO LEHTINEN

Soixante-sept membres du Conseil des Suisses de l'étranger disposant du droit de vote étaient réunis à l'hôtel Waldstätterhof, à Brunnen, lorsque Remo Gysin, le nouveau président de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE), a ouvert la séance.

Les délégués ont élu la conseillère nationale vaudoise Isabelle Moret au Conseil et au Comité de l'OSE. Davide Wüthrich, qui est président du Parlement des jeunes Suisses de l'étranger et vit en Italie, a également été élu au Conseil des Suisses de l'étranger. Enfin, deux nouveaux membres de la Commission de rédaction de la «Revue Suisse» ont été élus: Claudia Iseli et Gaëlle Courtens.

Le Conseil des Suisses de l'étranger a reconnu les clubs suivants: Asociación Suiza de Beneficencia de Madrid, Swiss Canadian Chamber of Commerce, club suisse de Südschweden et Comunidad Suizo Boliviana.

Cotisations insuffisantes lors du retour

Outre la partie statutaire, la séance a notamment porté sur les assurances sociales des Suisses de l'étranger. Le problème concerne l'AVS: toute personne quittant la Suisse quitte l'assurance obligatoire. Et toute personne non assurée à l'étranger a des lacunes



de cotisations lorsqu'elle rentre en Suisse. Mais l'adhésion volontaire aux assurances sociales n'est pas toujours possible. Le principal problème concernant les caisses-maladie est qu'une personne domiciliée à l'étranger n'est pas assurée à titre obligatoire par les assurances maladie suisses. Mais alors, que faire? Jürg Brechbühl, de l'Office fédéral des assurances sociales, Patrick Schmied, de la Centrale de compensation, et Olivier Peters, de l'Office fédéral de la santé publique, ont répondu aux questions relatives à ces thèmes. Lors du forum de discussion, les banques suisses ont une nou-

Johann Schneider-Ammann, président de la Confédération, a rendu visite à l'OSE à Brunnen.

Photo Ariane Roulet

velle fois alimenté les sujets de conversation. Les Suisses de l'étranger ont des difficultés à ouvrir un compte dans leur pays ou à acheter des cartes de crédit. De plus, ils payent souvent des frais plus élevés.

Brunnen n'a pas seulement accueilli la séance du Conseil des Suisses de l'étranger. Les 25 ans d'existence de la Place des Suisses de l'étranger ont également été célébrés. La fondation Place des Suisses de l'étranger a fêté son anniversaire en présence du président de la Confédération Johann Schneider-Ammann, entre autres avec une exposition d'affiches sur la Place.

IMPRESSUM:
La «Revue Suisse», qui est destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 42^e année en allemand, français, italien, anglais et espagnol, en 14 éditions régionales, avec un tirage total de 400 000 exemplaires, dont 140 000 électroniques. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par

an. La responsabilité pour le contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion ni de la rédaction ni de l'éditrice.

DIRECTION ÉDITORIALE: Marko Lehtinen (LEH), rédacteur en chef, Stéphane

Herzog (SH); Marc Lettau (MUL); Jürg Müller (JM); Peter Zimmerli (PZ), responsable des «news.admin.ch», Relations avec les Suisses de l'étranger, DFAE, 3003 Berne, Suisse.
TRADUCTION: CLS Communication AG
DESIGN: Joseph Haas, Zurich
IMPRESSION: Vogt-Schild Druck AG, 4552 Derendingen.

ADRESSE POSTALE: Éditeur/rédaction/publicité: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, tél. +41313566110, fax +41313566101, PC 30-6768-9.
E-mail: revue@aso.ch

CLÔTURE DE RÉDACTION DE CETTE ÉDITION: 06.04.2016

Tous les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent la revue gratuitement. Les personnes n'ayant pas la nationalité suisse peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.-/étranger, CHF 50.-). La revue sera expédiée aux abonnés directement de Berne. www.revue.ch

CHANGEMENT D'ADRESSE: prière de communiquer votre nouvelle adresse à votre ambassade ou à votre consulat; n'écrivez pas à Berne.



Une année ponctuée d'étapes majeures dans la politique suisse des transports

2016 est une année décisive pour la politique des transports en Suisse, au cours de laquelle d'importants jalons seront posés dans les infrastructures de transport actuelles et futures.

Le 28 février, le peuple suisse s'est prononcé sur la rénovation du tunnel routier du Gothard de 17 kilomètres. En approuvant le second tunnel, les électeurs ont fait le choix d'une liaison routière sûre, rapide et durable sur l'axe nord-sud, en accord avec les importantes exigences de la protection des Alpes.

L'étape suivante sera franchie ces jours-ci avec l'inauguration du tunnel ferroviaire du Gothard, le plus long du monde. Il fait partie de la nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes (NFLA). Il réduit considérablement le temps de trajet des personnes et des biens sur rail et constitue un axe essentiel de la politique de transfert, dont le but est de déplacer de la route vers le rail le transport de marchandises d'une frontière à une autre. Cette politique repose aussi sur d'autres piliers tels que le tunnel de base du Ceneri et le corridor de quatre mètres pour le transport des marchandises à travers les Alpes avec lequel l'infrastructure ferroviaire de tous les tronçons d'accès au tunnel de base du Gothard sera adaptée aux normes actuelles, augmentant ainsi les capacités du trafic combiné (camions transportés sur rail). Ces ouvrages améliorent les conditions-cadres de l'économie et le bien-être des générations futures.

Toutefois, ces avancées ne se feront pas sans frais. Pour continuer à prendre soin de ses infrastructures de transport, la Suisse a besoin d'un financement solide. Il n'est pas pertinent de transférer tout simplement l'argent d'une mission étatique vers une autre, comme l'exige l'initiative populaire «Pour un financement équitable des transports» (aussi appelée «initiative vache à lait») lancée par «auto-suisse», que le Conseil fédéral recommande de rejeter et qui sera soumise au peuple le 5 juin. Cette initiative demande que toutes les recettes de la Confédération issues du trafic routier soient reversées exclusivement à ce secteur.

Le financement des infrastructures de transport requiert un concept global. Conscient de cela, le Conseil fédéral a entamé les premières démarches dans ce sens. Le 1er janvier 2016, il a mis en vigueur le projet de financement et d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF). Le peuple avait approuvé en février 2014 la modification correspondante de la Constitution, qui vise à financer l'exploitation, l'entretien et l'aménagement futur des infrastructures

ferroviaires avec une seule et unique caisse, le fonds d'infrastructure ferroviaire.

Le Conseil fédéral veut à présent appliquer à la route ce qui a déjà été mis en œuvre pour le rail. La mobilité croissante des personnes et des marchandises met à rude épreuve l'actuel réseau routier national qui nécessite de nouveaux aménagements. Pour garantir le financement des routes nationales et du trafic d'agglomération à long terme, le Conseil fédéral a décidé de créer au niveau constitutionnel un fonds de durée indéterminée, le Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA). Ce fonds sera alimenté avec les recettes actuelles et de nouvelles rentrées d'argent. Cette question est actuellement en délibération au Parlement. Le Conseil des États est la première Chambre à avoir approuvé le FORTA en mars 2016. Pour finir, le peuple se prononcera sur la modification de la Constitution.

De simples aménagements ne seront pas suffisants pour faire face à la croissance exponentielle du volume du trafic en Suisse: l'utilisation des routes existantes doit être encore plus efficace et intense. Nous avons besoin pour cela avant tout d'une gestion du trafic efficace, avec tous les outils existants. La «mobilité intelligente» nous offre une nouvelle chance à ne pas négliger. Aujourd'hui déjà, nos véhicules communiquent de manière autonome avec leur environnement au moyen de systèmes d'assistance au conducteur. Certains modèles disposent même d'équipements techniques leur permettant de rouler sans conducteur. Cette année, CarPostal SA va expérimenter pour la première fois une navette autonome transportant des passagers sur un itinéraire déterminé à Sion, une nouvelle étape au cours de cette année 2016 riche en événements. Le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) et en particulier l'OFROU participent activement à ces évolutions, dans l'intérêt d'une mobilité sûre, durable, écologique et abordable financièrement.

JÜRIG RÖTHLISBERGER,

DIRECTEUR DE L'OFFICE FÉDÉRAL DES ROUTES (OFROU)

HELPLINE DFAE

☎ en Suisse +41 800 24 7 365

☎ à l'étranger +41 58 465 33 33

E-Mail: helpline@eda.admin.ch

Skype: helpline-eda

Conseils aux voyageurs

www.eda.admin.ch/voyages

☎ en Suisse +41 800 24 7 365

☎ à l'étranger +41 58 465 33 33

www.twitter.com/travel_edadfae

itineris

Inscription en ligne pour les Suisses voyageant à l'étranger
www.dfae.admin.ch/itineris



Départ réfléchi.
Voyage réussi.

L'appli est disponible gratuitement pour iOS et Android

Publications

Stratégie de politique étrangère 2016 – 2019



La stratégie de politique étrangère présente les lignes directrices et les priorités que le Conseil fédéral a définies en matière de politique étrangère pour 2016–2019. Parmi les objectifs stratégiques figurent la consolidation et le règlement des relations avec l'UE et les États membres de l'UE et de l'AELE, l'intensification de la collaboration avec des partenaires mondiaux, le développement des activités de médiation dans les domaines de la paix et de la sécurité ainsi que l'engagement de la Suisse en faveur du développement durable et de la prospérité.

La brochure est également disponible en allemand, en italien et en anglais. Version internet (pdf) et commande sur www.dfae.admin.ch/publications.

Message sur la coopération internationale de la Suisse 2017 – 2020



Le résumé du message met en évidence les domaines de la coopération internationale que le Conseil fédéral a définis comme prioritaires pour 2017–2020, son but étant de favoriser l'avènement d'un monde pacifique, sans pauvreté et orienté vers le développement durable. Les axes stratégiques portent sur l'aide humanitaire, la coopération au développement, les mesures de politique économique et commerciale adoptées au titre de la coopération au développement, l'aide à la transition en Europe de l'Est et la promotion de la paix, des droits de l'homme et de la sécurité.

La brochure est également disponible en allemand, en italien et en anglais. Version internet (pdf) et commande sur www.dfae.admin.ch/publications.

Votations fédérales

Les objets de votation sont fixés par le Conseil fédéral au moins quatre mois avant le jour de la votation. Les trois projets suivants seront soumis au vote le 25 septembre 2016:

- initiative populaire du 6 septembre 2012: «Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficace des ressources (économie verte)»
- initiative populaire du 17 décembre 2013: «AVSplus: pour une AVS forte»
- modification du 25 septembre 2015 de la loi fédérale sur le renseignement (LRens)

Autre date de votation en 2016: 27 novembre.

Toutes les informations sur les projets (explications du Conseil fédéral, comités, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, vote électronique, etc.) sont disponibles sur www.ch.ch/votations.

Initiatives populaires

Les initiatives populaires fédérales suivantes ont été lancées avant la clôture de la rédaction:

- oui à l'interdiction de se dissimuler le visage (15.09.2017)
- Pour plus de transparence dans le financement de la vie politique (initiative sur la transparence) (26.10.2017)
- Stop aux excès de Via sicura (Pour un régime de sanctions juste et proportionné) (3.11.2017)

La liste des initiatives populaires actuelles est disponible sur www.bk.admin.ch > Actualités > Élections et votations > Initiatives en suspens.

Remarques

Pour ne manquer aucun message («Revue Suisse», newsletter de votre représentation, etc.), communiquez à votre représentation suisse votre e-mail et numéro de téléphone mobile ainsi que tout changement et inscrivez-vous sur www.swissabroad.ch. Vous pouvez à tout moment lire et imprimer le numéro actuel de la «Revue Suisse» ainsi que les numéros précédents sur www.revue.ch. La «Revue Suisse» (ou la «Gazzetta Svizzera» en Italie) est envoyée directement en version imprimée ou par voie électronique (e-mail et application iOS/Android) à tous les foyers de Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une ambassade ou d'un consulat général.

EDA interaktiv
DFAE interattiv
DFAE interattivo
DFFA interactive

www.interactive.eda.admin.ch

Le blog du DFAE

S'informer et participer en toute simplicité: sur le blog du DFAE, les personnes qui s'intéressent à la politique étrangère peuvent prendre position, débattre, commenter des billets ou poser leurs questions directement au chef du département, M. Didier Burkhalter. Lien sur la page d'accueil <https://www.dfae.admin.ch>

Responsable des pages d'informations officielles du DFAE:
Peter Zimmerli, Relations avec les Suisses de l'étranger
Bundesgasse 32, 3003 Berne, Suisse
Téléphone: +41 800 24-7-365 ou +41 58 465-33-33
www.dfae.admin.ch, mail: helpline@dada.admin.ch

www.swissworld.org

Your Gateway to Switzerland



Switzerland.

Tic-tac d'antan

Les premières montres suisses ont été fabriquées à Genève. Elles étaient ouvragées, colorées et élégantes. Certains de ces trésors réalisés entre le XVII^e et le XIX^e siècle sont actuellement visibles au Musée d'Histoire de Bâle, qui expose des pièces de sa propre collection.

LEH



Montre de poche «squelette» des années 1820, conçue par Bordier à Genève. Photos HMB / Natascha Jansen.



Montre de poche en argent, modèle fabriqué conjointement par un certain Michel Spleiss de Schaffhouse et Domaine Dassier de Genève, vers 1700.



Vers 1790, il y avait aussi des bagues avec montre, comme le prouve cet exemplaire d'un horloger inconnu.



Montre colorée en émail doré, réalisée simultanément par trois horlogers, vers 1745.



Montre en émail doré en forme de flacon de parfum, fabriquée vers 1665 par Auguste Bretonneau.



Montre inhabituelle en forme de lyre signée Piguet et Capt, 1800.



Montre avec dame noble: cet ouvrage avec boîtier et piqué doré sur cuir a été créé par Isaac Perrot vers 1690.

Seul à travers le monde



PETER STAMM:

«Weit über das Land»,
éditions S. Fischer, 2015.
222 pages, CHF 28.90,
env. EUR 20.-

«Thomas et Astrid avaient couché les enfants et s'étaient assis avec un verre de vin sur le banc en bois devant la maison...» Cette famille de Suisse alémanique tout juste rentrée de ses vacances à la mer semble mener une existence paisible. Mais soudain, Thomas se lève, ouvre la porte du jardin et disparaît, tout simplement. Le lendemain, lorsque Astrid se rend compte que son mari ne reviendra pas, elle n'a pas d'autre choix que de continuer à vivre et à s'occuper de leurs deux enfants.

Dans son dernier roman «Weit über das Land», Peter Stamm parle du fait d'abandonner et d'être abandonné. Il imbrique habilement ces deux perspectives, explorées à travers les protagonistes Thomas et Astrid. Les

phrases courtes et marquantes, typiques de Peter Stamm, sont représentatives des structures narratives, que d'hypothétiques possibilités tirées de l'imaginaire des deux personnages viennent élargir. Thomas, sans s'interroger sur la raison de son départ, marche toujours plus loin. Astrid reste au village, dans leur maison commune et doit bientôt renoncer à rechercher son mari. Tout en avançant toujours anxieusement, il est néanmoins ancré dans le paysage et dans son isolement. La description tout simplement formelle de la région qu'il traverse offre au lecteur de grands tableaux où la nature devient la métaphore de la liberté. Astrid, qui s'occupe activement du quotidien et des enfants qui grandissent, reste immuablement sur place.

Nous ressentons tous parfois le besoin d'échapper au quotidien et nous nous interrogeons sur le sens de notre vie. Ce roman ne livre aucune réponse, ne pose aucune question sur la morale ni ne juge l'action humaine. Il analyse la relation (amoureuse) entre mari et femme. Plus ils sont éloignés l'un de l'autre dans l'espace, plus leurs liens intimes se resserrent. Une tension se crée, qui ne se relâchera qu'après de nombreuses années. Nous laissons le lecteur découvrir comment au fil des pages.

Né en 1963, Peter Stamm a suivi un apprentissage commercial avant d'étudier pendant quelques semestres l'anglais, la psychologie et la psychopathologie. Après de longs séjours à Paris, New York, Berlin et Londres, il vit actuellement à Winterthour. Auteur indépendant, il a écrit depuis 1990 plusieurs pièces radiophoniques, pièces de théâtre, récits et romans. Son premier roman «Agnès» (1998) a été traduit dans plusieurs langues. Il fait partie des plus grands écrivains suisses d'aujourd'hui.

RUTH VON GUNTEN

Une danse détendue sur l'étoile du jazz



TRIO SIMON SPIESS:

«Stardance»,
Unit Records.

C'est à Olten, où se trouve le kilomètre zéro et vers où convergent toutes les lignes de transit, que Simon Spiess a commencé son parcours musical. Originaire d'Aarburg, il fait partie des grands talents de la jeune scène suisse. Adolescent, il a écouté un disque sur lequel jouait le saxophoniste d'Olten Roland Philipp. Peu après, il suivait des cours avec lui et avec Fritz Renold d'Aarau. Ensuite, il a étudié à l'École de jazz de Bâle. Il est ainsi devenu le musicien qu'il est aujourd'hui: ancré dans la

tradition du jazz, mais aussi ouvert à la musique électronique, au rock indépendant et à d'autres styles.

L'album actuel de son trio intitulé «Stardance» est du jazz pur. Il plaît par sa sobriété et sa musicalité décontractée. Le saxophoniste se distingue par des thèmes clairs, des lignes mélodiques et un son détendu. Parfois, les parties vocales évoquent le groove, parfois, le rythme ralentit et le son d'une ballade se distille doucement dans la pièce. Sur un morceau comme «Basic Needs», les cascades de jazz se mélangent à des mélodies orientales.

Après plusieurs albums, Simon Spiess a recomposé son trio l'année dernière avec le bassiste expérimenté Bänz Oester et le batteur Jonas Ruther. De retour après de longs séjours à l'étranger à New York, Berlin, Paris et Mannheim, le saxophoniste a réintégré la scène du jazz suisse. Avec «Stardance», il produit un album convaincant. Les morceaux joués par le trio sont variés, certains sont survoltés, mais néanmoins sereins.

Simon Spiess peut aussi comprimer joliment ses timbres, sur une section rythmique électrisante. On se laisse alors de nouveau gagner par ce son aérien, mis en valeur par des partitions atmosphériques. Les morceaux sont très ouverts, ce qui offre aux trois instrumentistes une certaine marge de manœuvre. Toutefois, rien n'est exagéré ou forcé.

Comme il l'avait déjà fait sur ses derniers albums en trio, Simon Spiess a invité un musicien. Dans «Stardance», c'est le rappeur suisse romand Nya qui l'accompagne le temps d'un morceau. Contrairement à Erik Truffaz par exemple, là où Nya déverse son flux de paroles mâtiné de beat et d'électro sans s'imposer sur la musique, un rythme jazzy ralenti marque la cadence. Musicalement, cela rappelle le jazz de la beat generation de Kerouac, avec des textes et des enchaînements techniques des plus actuels. Une association convaincante que l'on s'imagine facilement écouter tout au long d'un album.

PIRMIN BOSSART

Double imposition avec l'Italie

Lors de la session de printemps, le Conseil national et le Conseil des États ont largement approuvé la modification de l'accord de double imposition avec l'Italie. En vertu de cette décision, la Suisse fournira sur demande des informations fiscales à l'Italie.

Plus de décès, moins de naissances

Le nombre de décès en 2015 n'avait jamais été aussi élevé depuis 1918, année où avait sévi la grippe espagnole. En 2015, on compte 3300 décès de plus qu'en 2014. Le nombre total de décès passe ainsi de 63 900 à 67 200. La hausse du nombre de décès touche particulièrement les personnes âgées (plus 6%), ce qui, selon l'Office fédéral de la statistique, s'explique par l'épidémie de grippe en début d'année et par la vague de chaleur en juillet. En 2015, 84 800 naissances vivantes ont été enregistrées, soit 400 (0,5%) de moins qu'en 2014. Comme chaque année, le nombre de garçons nés (43 800) en Suisse en 2015 est plus élevé que celui de filles (41 000).

Taux d'aide sociale aussi élevé que dix ans auparavant

Selon les indicateurs de l'Office fédéral de la statistique, le taux d'aide sociale est de 3,2% en 2014, comme en 2005. L'Office montre aussi que le risque de devenir bénéficiaire de l'aide sociale est particulièrement élevé chez les enfants et les étrangers ainsi que chez les personnes divorcées et sans formation après l'école. Le nombre absolu de bénéficiaires de l'aide sociale est passé de 238 000 à 262 000 entre 2005 et 2014. Compte tenu de la croissance de la population sur cette période, le taux d'aide sociale en 2014 n'est pas plus élevé que dix ans auparavant.

Oui à l'accord sur la protection du climat

Le Conseil fédéral a approuvé l'accord de Paris sur la protection du climat adopté par l'ONU en décembre dernier. La conseillère fédérale Doris Leuthard s'est rendue le 22 avril à New York pour signer l'accord. D'ici à 2030, la Suisse doit diviser par deux ses émissions par rapport à 1990. Pour atteindre cet objectif, les outils actuels de la politique climatique (taxe sur le CO₂ prélevée sur les combustibles et système d'échange de quotas d'émission pour les grandes entreprises) seront maintenus et en partie renforcés.

Angela et Hassan

Hassan Kiko, 27 ans, détenu à la prison de Limmattal pour viol présumé, et Angela Magdici, 32 ans, gardienne dans cette même prison, ont tenu le public et la police



suisses en haleine. Dans la nuit du 9 février, ils ont disparu ensemble et se sont enfuis en BMW vers l'Italie où leur trace a été perdue. Soucieux de s'expliquer, ils se sont exprimés dans une vidéo où Hassan clamait son innocence et Angela déclarait qu'il était l'homme de sa vie. Cette histoire à la Bonny and Clyde a pris fin quelques jours plus tard, lorsque la police les a retrouvés et arrêtés à Romano di Lombardia.

«Il y a trop de réfugiés, disent les gens. Il y a trop peu de gens, disent les réfugiés.»

ERNST FERSTL, ÉCRIVAIN AUTRICHIEN

«Nous devons malheureusement nous faire à l'idée que la question des réfugiés ne sera pas résolue avant plusieurs dizaines d'années.»

BARACK OBAMA, PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

«Pour beaucoup d'enfants syriens, les cinq dernières années ont été un cauchemar. Aujourd'hui, il faut mettre fin au cauchemar.»

DIDIER BURKHALTER, CONSEILLER FÉDÉRAL

«La terre étrangère peut-elle devenir pour nous la patrie?»

JOHANN WOLFGANG VON GOETHE (1749-1832), POÈTE ALLEMAND

«L'espoir est le pain quotidien des réfugiés.»

ESCHYLE (525-456 AV. J.-C.), POÈTE GREC

«Et un jour, le grand dragon dévorera tous les méchants!»

JEUNE RÉFUGIÉ DE 6 ANS À LAMPEDUSA

«Migrants et réfugiés ne sont pas des pions sur l'échiquier de l'humanité.»

PAPE FRANÇOIS

«Chacun doit faire la différence entre ce qui est humainement impossible et humainement possible.»

FRIEDRICH DÜRRENMATT (1921-1990), ÉCRIVAIN SUISSE

soliswiss

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE



VOTRE SUISSE À L'ÉTRANGER.

DEPUIS 1958 DES CONSEILS GRATUITS, SANS ENGAGEMENT ET INDÉPENDANTS POUR LES SUISSES À L'ÉTRANGER, POUR LES VOYAGEURS ET POUR UN RETOUR DÉFINITIF.

WWW.SOLISWISS.CH

TÉLÉPHONE: +41 31 380 70 30

#AMOUREUXDELASUISSE

depuis qu'ils se sont retrouvés
dans un embouteillage.

Christiane et Marcel Gaspoz



Suisse.
tout naturellement.



Le col de la Furka, Lucerne-Lac des Quatre-Cantons

Découvrez toute la diversité de la Suisse lors du Grand Tour: **0800 100 200** ou sur **MySwitzerland.com/grandtour**

Notre partenaire

